

Table des matières

- 1 « Les grandes villes: locomotives du développement économique »
- 27 Assemblée annuelle de l'Association
- 29 « Manifeste pour une social-démocratie concurrentielle »
- 30 3ième sondage ASDEQ-Léger Marketing

« Les grandes villes: locomotives du développement économique »

La 34^{ième} édition du congrès annuel de l'Association des économistes québécois (ASDEQ), qui s'est déroulée les 6, 7 et 8 mai derniers à l'Hôtel Hilton Bonaventure, Montréal, avait pour thème « *Les grandes villes : locomotives du développement économique* ». Ce fut un thème original et majeur pour Montréal et le Québec puisque la croissance économique des régions est tributaire du dynamisme économique de leurs principales villes. Pour concevoir le programme du Congrès et produire des conférenciers d'une qualité exceptionnelle, **Clément Gignac**, président de l'ASDEQ pour l'année 2008-2009, a eu recours aux services de **Marcel Côté**, président-fondateur de Secor, comme président du congrès 2009, et de Claude Séguin, vice-président Finances et Investissements stratégiques chez CGI, comme vice-président du congrès responsable de la programmation. Ces derniers, en dépit de leurs lourdes tâches, ont consacré plusieurs heures à l'organisation de ce congrès.

Une brochette impressionnante de 35 conférenciers renommés, y compris, pour la première fois, un récipiendaire du Prix Nobel d'économie, et provenant de divers milieux sont venus traiter des diverses facettes de ce thème devant plus de 350 congressistes qui sont venus entendre leur vision, leurs préoccupations et leurs diverses expériences. La plupart des présentations produites au congrès sont disponibles sur le site Internet de l'ASDEQ : http://www.asdeq.org/congres/congres_2009.html Une telle réflexion a su interpeller les économistes actifs en politiques publiques, et le congrès fut encore une occasion privilégiée de renouer et même créer des liens avec les nombreux collègues québécois, quelle que soit leur région, dans une ambiance conviviale et détendue.

De l'avis de plusieurs observateurs, le 34^{ième} congrès fut un franc succès tant au plan de la qualité du programme et du niveau de participation que de sa couverture médiatique. Vous trouverez ci-après l'article-synthèse rédigé conjointement par Marcel Côté et Claude Séguin et qui a été publié dans la Presse du 13 mai 2009 <http://www.cyberpresse.ca/opinions/forums/la-presse/200905/13/01-855964-des-avantages-mal-geres.php> L'idée de messieurs Côté et Séguin de dégager les principales conclusions ou leçons suite au congrès est une idée qui n'avait pas été exploitée depuis fort longtemps à l'ASDEQ, mais qui est excellente et fort pertinente pour ce dernier congrès.

Équipe de rédaction

Directeur du bulletin:
Gilles René
Collaborateur:
Charles A. Carrier
Conception et design:
François-Akio Côté
www.asdeq.org

La conférence d'ouverture



Pour la première fois dans les annales de l'ASDEQ, un lauréat du prix Nobel d'économie fut conférencier au congrès de l'Association. En effet, **Robert E. Lucas, Jr.** *Université de Chicago, Lauréat en 1995 du Prix Nobel d'économie*, fut le

conférencier invité à présenter la conférence d'ouverture qui portait sur « les grandes villes et la croissance économique ». Dans sa présentation intitulée « *Cities and Economic Development* » <http://www.asdeq.org/congres/pdf/2009/7mai-Robert-E-Lucas.pdf> M. Lucas a soutenu que les idées sont les véritables moteurs de la croissance économique puisqu'elles sont au cœur de l'innovation.

Il a démontré que la croissance soutenue des niveaux de vie – PIB per capita – est un phénomène des dernières 300 années, soit depuis la révolution industrielle qui a accéléré la richesse, mais aussi l'inégalité, parmi les nations. Selon lui, la révolution industrielle est surtout un événement intellectuel à cause de la créativité, de la diffusion du savoir, et des idées. De plus, il a établi une relation statistique entre l'urbanisation et le succès économique. Selon M. Lucas, les villes restent le moteur de la croissance, car c'est là où naissent les technologies et que fleurissent les idées novatrices. Bien entendu, l'hypothèse est qu'elles évoluent dans « un environnement ouvert, favorable au commerce et aux échanges ». M. Lucas a noté que même avec les villes qui génèrent les meilleures idées, les économies les plus avancées auront une croissance contenue à 2% ou 3%, ce qui, tout de même, reste supérieur à l'augmentation de leur population.

Les panels / débats

Panel / débat n° 1 - Qu'est-ce qui fait une grande ville ? Y a-t-il une recette ?



En tant que modérateur du premier panel / débat, **Alain Lapointe**, *HEC Montréal*, avait demandé aux panélistes **Marco Bonturi**, *Chef, Division de la compétitivité régionale et de la gouvernance, OCDE*, et **Pierre Desrochers**, *Département*

de géographie, Université de Toronto, de discuter des principales thèses en cours pour expliquer le dynamisme des villes, dont les suivantes :

1. la maîtrise ponctuelle d'un ensemble de facteurs propices au développement d'entreprises dans les secteurs en forte croissance, capitalisant ses avantages comparatifs et les forces d'agglomération (le modèle classique) ;
2. le développement d'une « grappe » à la **Porter** ou de pôle de compétitivité, à la **Perroux**, autour d'entreprises locales dynamiques et en forte expansion globalement ; et
3. des conditions d'accueil favorables pour la classe créative, qui est au cœur du développement économique à l'aube du XXI^{ème} siècle (le modèle **Florida**).



Dans sa présentation « *Zones métropolitaines : sources de croissance* » <http://www.asdeq.org/congres/pdf/2009/7mai-Marcos-Bonturi.pdf> **Marcos Bonturi** a mentionné

que la concentration est un fait de la vie - les pays, même ceux de l'OCDE, sont de plus en plus urbanisés, et l'activité économique est souvent concentrée dans peu d'endroits. À l'aide de plusieurs graphiques, M. Bonturi a démontré que les zones urbaines représentent de plus en plus une grande partie de l'économie nationale - elles affichent un PIB par habitant ainsi que des niveaux de productivité plus élevés que la moyenne nationale, Pour les économies d'agglomération, la concentration du travail et des entreprises peuvent y être bénéfiques avec des marchés de travail communs, des liens en aval et en amont entre les entreprises, des retombées du savoir qui peuvent mener à une plus grande croissance de la productivité. Mais ces zones souffrent aussi de vastes poches de chômage et de pauvreté, et doivent faire face aux phénomènes de congestion, pollution, ou insécurité. De plus, dans plusieurs villes, la création de richesse n'entraîne pas assez de création d'emplois - plus d'un tiers des grandes régions métropolitaines ont des taux de chômage plus élevés que la moyenne nationale, et le taux d'activité y est plus bas que dans d'autres types de régions. Dans plusieurs cas, les disparités intra-régionales sont les plus étendues dans les grandes régions métropolitaines de l'OCDE. Les responsables de l'action publique sont donc amenés à repenser leurs stratégies et politiques afin de permettre à ces moteurs de continuer de fonctionner de manière plus harmonieuse.



La présentation de **Pierre Desrochers** portait sur « *Les grandes villes: moteurs de développement économique* » <http://www.asdeq.org/congres/pdf/2009/7mai-Pierre-Desrochers.pdf>

Après avoir cité quelques penseurs (Élisée Reclus, Paul Vidal de la Blache, Fernand

Braudel, Hérodote, Alcée de Mytilène, Thucydide) sur le rôle des villes, il a passé en revue les positions et les problèmes reliés aux théories énoncées par :

François Perroux dans la « *Note sur la notion de pôle de croissance* », Économie Appliquée, (1955) ;

Michael E. Porter dans « *The competitive advantage of nations* » (1990) - externalités générées par la concurrence locale ;

Jane Jacobs dans « *The economy of Cities* » (1969) - externalités issues de la diversification ; et

Richard Florida dans « *The rise of the Creative Class* » (2002) - importance de la créativité.

Dans la littérature, il y a une évidence empirique appuyant les externalités engendrées par la spécialisation (MAR - Marshall-Arrow-Romer) ou dues aux effets de diversification (Jacobs) sur la performance économique des régions. M. Desrochers a ensuite présenté les résultats d'une récente étude réalisée par **Catherine Beaudry**, *Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST)*, qui s'intitulait : « *Who's right, [Alfred] Marshall or [Jane] Jacobs? The localization versus urbanization debate* » (mars 2009). Mme Beaudry a trouvé que les externalités ne sont généralement pas expliquées par les différences dans la vigueur des forces de l'agglomération parmi les industries, les pays ou les périodes de temps, mais par des problèmes de mesure et de méthodologie.

Les niveaux de l'agrégation industrielle et géographique conjuguée avec le choix des mesures de performance, les indicateurs de spécialisation et de diversification sont les principales causes du manque de résolution au débat. La classification industrielle à trois chiffres semble être le niveau auquel les externalités MAR et Jacobs sont non distinctes les unes des autres, et ceci est souvent exacerbé par un haut niveau d'agrégation géographique.

M. Desrochers a conclu qu'il n'y a pas de croissance économique sans villes dynamiques, mais qu'il n'y avait pas de recette magique pour la croissance urbaine. La « créativité collective » repose sur : des équipes/ groupes multidisciplinaires (entreprise) des employés qui ont recours à de nouvelles applications pour leur savoir-faire dans d'autres secteurs d'activité ; des employés qui vont oeuvrer dans d'autres secteurs et qui adaptent leur savoir-faire dans des nouveaux contextes ; des employés qui observent un produit/procédé utilisé dans un autre contexte et qui l'adaptent à leur production ; et des employés d'entreprises qui oeuvrent dans des secteurs différents et qui collaborent pour combiner leur expertise.

Panel / débat n° 2 - Le « bon » et le « moins bon » de Montréal



Normand Legault, Homme d'affaires et promoteur sportif (*Grand Prix du Canada*), était le modérateur de ce deuxième panel / débat. Les conférenciers qui ont été appelés à débattre des bons et mauvais côtés de Montréal pour la propulser vers

le statut de grande ville, et accomplir ses aspirations ambitieuses, furent **Michel Leblanc**, président et chef de la direction de la *Chambre de commerce du Montréal métropolitain*, **William Watson**, professeur associé et président, *Département d'économie, Université McGill*, **Alain Dubuc**, Chroniqueur, *La Presse*, et **Gilbert Rozon**, Président, *Juste pour rire*, quatre observateurs chevronnés de la scène montréalaise.



Michel Leblanc a présenté « quatre paradoxes et un défi » pour Montréal <http://www.asdeq.org/congres/pdf/2009/7mai-Michel-Leblanc.pdf> Il a d'abord fait ressortir les paradoxes suivants :

1. Montréal a un potentiel indéniable (infrastructure du savoir très développée ; soutien efficace à la recherche et développement (R-D) ; coûts d'opération compétitifs en Amérique du Nord ; accès direct au marché américain, et proximité avec l'Europe ; et au coeur de régions extrêmement riches en ressources naturelles), mais sa performance économique demeure nettement inférieure à ses concurrentes nord-américaines ;
2. Montréal est une ville de création des points de vue culturel, et technologique et scientifique, mais a aussi une crainte exacerbée de l'erreur, manifestée par le traumatisme des grands projets. De plus, le transfert technologique y est moins bien réussi, et il y a une certaine méfiance à l'égard des entrepreneurs et des promoteurs.
3. Montréal est une métropole unique et attrayante, mais pourtant Montréal demeure un peu à la marge puisqu'elle n'attire pas autant d'immigrants qu'elle le pourrait en vertu de sa taille et leur rétention demeure un défi à cause de l'enjeu linguistique pour certains, et du climat parfois difficile. De plus, la faible intensité de ses connexions internationales (à cause du recul relatif en tant que plaque tournante du transport aérien, de la tranquillité des activités consulaires avec l'absence des gros joueurs émergents que sont la Chine et l'Inde), de déplacement du secteur financier vers Toronto, et de la difficulté d'attirer des travailleurs et des entreprises de haut niveau.

ASDEQ

C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7
Téléphone :
514.342.7537
Télécopieur :
514.342.3967
Courriel :
national@asdeq.org
Internet :
www.asdeq.org

4. On aime Montréal à la folie, mais il est difficile d'avoir une appréciation objective de sa performance puisque la fierté fait souvent place au chauvinisme, puis à la honte et au découragement.

Le défi est de miser sur la créativité qui rend Montréal unique en adoptant une intolérance à tout ce qui est « ordinaire ». Montréal doit compter parmi les plus villes les plus créatives au monde, et ce, pour toutes ses initiatives (par ex. de l'échangeur Turcot au Quartier des spectacles). Il faut alors soutenir la culture, la diversité, la promotion de son identité distincte (tout en protégeant son identité francophone et en acceptant aussi que l'intégration culturelle et professionnelle des nouveaux arrivants prenne du temps. Et surtout, il faut tirer profit du sentiment de vulnérabilité et de la volonté de survie culturelle pour innover et se dépasser. Afin de poursuivre son intégration mondiale, Montréal doit renforcer sa notoriété comme lieu d'accueil des talents créatifs. En accompagnant son sens de la créativité d'une passion de l'excellence et d'une obsession de la productivité, Montréal fera partie des courants mondiaux.



William Watson a mis l'emphasis sur les aspects négatifs (vs positifs) de Montréal, qui est une ville de festivals. En se comparant aux États-unis, Montréal est pauvre même si le centre-ville paraît mieux qu'il y a. Les villes ont de bien meilleures routes.

Les montréalais sont trop progressifs pour la croissance économique. De plus, *l'entrepreneurship* n'est pas apprécié. « Les montréalais ont la chance du nord, avec l'efficacité du sud ».



Alain Dubuc a essentiellement repris les thèmes d'une conférence qu'il avait prononcée à la chambre de commerce de Montréal, il y a un an et demi [http://lapresseaffaires.cyberpresse.ca/economie/200901/06/01-679979-alain-dubuc-expose-les-10-travaux-de-](http://lapresseaffaires.cyberpresse.ca/economie/200901/06/01-679979-alain-dubuc-expose-les-10-travaux-de-montreal.php)

[montreal.php](http://lapresseaffaires.cyberpresse.ca/economie/200901/06/01-679979-alain-dubuc-expose-les-10-travaux-de-montreal.php) Pour que Montréal atteigne son plein potentiel, il avait alors proposé dix pistes d'action dont certaines sont institutionnelles, d'autres portent sur le climat, et d'autres sont des mesures plus concrètes, à savoir :

1. La **reconnaissance** par les partis politiques, par l'Assemblée nationale, par l'appareil d'État et par les régions, que la métropole joue un rôle unique, que c'est un moteur économique, qu'elle a des responsabilités et des besoins particuliers ;
2. Le **leadership** qui permettrait à Montréal de mener une bataille joyeuse, qui mise sur son succès potentiel, et qui évite comme la peste la revendication misérabiliste et les listes d'épicerie ;
3. La **cohésion** des institutions de la région à celle de ses citoyens ;
4. La **culture du succès** si nous voulons que Montréal soit une ville vibrante, prospère, qui inspire l'admiration et l'envie ;
5. La **place du privé**, car c'est surtout l'entreprise privée qui investit et crée la richesse ;
6. La **convergence** entre l'économie, le social et le culturel, et maintenant l'environnement ;
7. La **diversité** - se servir du bilinguisme comme un atout, et favoriser une connaissance de l'anglais ;
8. La **valorisation** de l'éducation ;
9. Le **talent** - attirer et retenir le talent, les professionnels, les spécialistes, des gestionnaires, les techniciens, les étudiants prometteurs ; et
10. Des **projets mobilisateurs** qui frappent l'imagination, mobilisent et définissent, comme *l'Expo 67*.

ASDEQ

C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7
Téléphone :
514.342.7537
Télécopieur :
514.342.3967
Courriel :
national@asdeq.org

En terminant, il avait fait l'éloge du volontarisme - ça va marcher si on fait ce qu'il faut pour que ça marche. Il ne faut pas se demander si Montréal peut, oui ou non, réussir. Il faut se demander si on veut que Montréal réussisse. Et si l'on répond « oui », le reste viendra !



Gilbert Rozon avait quelques messages à livrer. Si Montréal veut s'illustrer sur la scène internationale, il faut passer de son passé « passif » à l'action en misant sur sa créativité, tout en capitalisant sur le biculturalisme.

Montréal s'autoproclame pas métropole culturelle du jour au lendemain. Montréal n'est pas dans les mêmes ligues que Paris, Londres, New York et même Las Vegas. Toutefois, Montréal possède une force qui est déjà reconnue sur la scène internationale, son nombre impressionnant de créateurs (par ex. le Cirque du Soleil, le Festival de Jazz). C'est sur ce talent, ainsi que sur la qualité impressionnante de ses infrastructures culturelles, que la ville doit construire. La créativité, c'est le *branding* que la métropole doit mettre en valeur. Depuis une dizaine d'années, bon nombre de villes dans le monde ont choisi cette voie pour se développer. Qu'on pense à Édimbourg, Barcelone, Santa Fe et, plus récemment, Toronto. Dans le cas de Montréal, les conditions de la réussite sont réunies: c'est une ville ouverte, tolérante, universitaire donc jeune, abordable sur le plan financier. C'est également un pôle d'attraction pour les esprits créatifs. Il ne reste plus qu'à bâtir sur ces fondations. Il faut aussi changer la structure de gouvernance à Montréal parce qu'elle est trop lourde. Des gens influents doivent faire front commun pour revendiquer des changements à Québec pour couper dans le nombre d'arrondissements et recentraliser les pouvoirs à Montréal, comme le déneigement ou la collecte des ordures.

Panel / débat n° 3 - Montréal est-elle une ville intéressante pour y développer une entreprise ?



Pour le panel / débat n° 3, trois prestigieux dirigeants d'entreprises globales, qui ont émergées de Montréal, étaient les conférenciers, à savoir : **Robert Brown**, Président, *CAE* ; **Jeffrey Orr**, Président et chef de la direction, *Corporation*

Financière Power ; et **Jacques Lamarre**, ex-Président et chef de la direction, *SNC-Lavalin*. Le modérateur de ce panel / débat, **Jacques Ménard**, Président, *BMO Groupe Financier*, a demandé aux conférenciers de dire pourquoi on investirait à Montréal, et de donner leur avis sur les difficultés économiques de Montréal et sur les priorités d'un plan d'action pour remettre Montréal sur les rails. Bien que Montréal soit une mine d'or pour les consultants, M. Ménard a relevé : l'état peu enviable de certaines infrastructures ; la lourdeur des nombreuses couches administratives ; le manque de vision commune ; les aléas pour le financement ; la valse des hésitations (p. ex. le CHUM) ; la difficulté des centres culturels, académiques, etc... Cependant, il croit que la métropole doit avoir quelque chose à offrir. Il a donc demandé aux conférenciers de dire si la métropole est équipée pour relancer Montréal, par quoi commencer, et de quelle ville peut-on s'inspirer.

Avant la présentation de M. Brown, les participants ont visionné un vidéo sur la grappe aérospatiale du Grand Montréal. On y a souligné l'importance de cette industrie fortement concentrée dans le Grand Montréal avec 98% de l'activité aérospatiale québécoise. Le Grand Montréal figure ainsi parmi les plus grands centres aérospatiaux du monde, avec Seattle et Toulouse. De plus, la région montréalaise constitue la deuxième capitale mondiale en terme de densité d'emplois en aérospatiale. On y retrouve des maîtres d'œuvres de calibre international, d'équipementiers réputés, de sous-traitants et de fournisseurs de premier plan, d'établissements

d'enseignements prestigieux et uniques pour la formation d'un bassin de main d'œuvre qualifiée et hautement compétitive, de centres de recherches de renom. Qualité, dynamisme, envergure et innovation caractérisent donc l'industrie aérospatiale avec la présence de 235 entreprises québécoises générant un chiffre d'affaires d'environ 12 milliards de dollars, dont 80% en provenance des exportations et qui emploient quelque 42 400 travailleurs.



M. Brown a mentionné que la recherche aérospatiale s'effectue à Montréal avec le ratio le plus élevé au monde - la recherche aérospatiale occupe le premier rang de la R-D québécoise au niveau manufacturier; Loin d'être un accident, le développement de

l'industrie aérospatiale est lié à notre histoire et à notre grand bassin d'ingénieurs. Après la deuxième guerre mondiale, il a fallu refaire l'industrie. Ce qui explique le lancement du *Challenger* en 1970. L'Ontario a développé l'industrie automobile alors que le Québec a développé l'industrie aérospatiale. M. Brown affirme que le Québec a gagné parce qu'il y a un contrôle du produit et un contrôle du client. L'aide gouvernementale, autant canadienne que québécoise, est aussi essentielle pour le développement de l'aviation civile et militaire. À cause des actions militaires du gouvernement canadien, CAE va avoir plus de contrats militaires que civils. La relation avec les universités est aussi essentielle pour assurer le développement d'un bon bassin d'étudiants qualifiés. CAE a déménagé son siège social de Toronto à Montréal pour être plus près des employés - c'était une question de coûts. M. Brown est d'accord à ce que les immigrants participent davantage au développement économique.



Jeffrey Orr a brièvement présenté les nombreuses compagnies contrôlées par la *Corporation Financière Power* (la *Great-West* [Canada, Etats-Unis et Europe], la *London Life*, *Canada-Vie*, *Putnam Investments* [Boston], la *Financière Mackenzie*, le *Groupe Investors*

inc., ...). Ce qui regroupe 300,000 employés. Même si leur siège social était à l'extérieur de Montréal, il n'en demeure pas moins que les filiales sont toutes contrôlées à partir de Montréal. M. Orr a souligné que c'est la qualité des ressources humaines qui compte. En plus de se référer à des promotions à l'interne, il a dit qu'il est crucial d'attirer des gens, y compris les cadres seniors, de l'extérieur. Il est d'avis que Montréal est concurrentiel pour attirer les gens. Il a admis qu'il était retourné à Montréal pour la qualité de vie, les attraits culturels, les services de santé, et la qualité de l'enseignement. Il y a beaucoup d'avantages culturels à Montréal : orchestres ; musées ; restaurants ; festivals ; et le ... hockey. Du côté social, il a noté la qualité du filet de sécurité. À ce titre, il a souligné l'apport des organismes de bienfaisance (p. ex. alimentation, décrochage scolaire, aide aux immigrants). Il a poursuivi en disant qu'il faut continuer à appuyer les campagnes de *Centraide* - à cet égard, M. Ménard a rappelé que les conférenciers du panel avaient tous été présidents de la campagne *Centraide*. M. Orr était fier de dire que, sur la rue, on y entendait différentes langues, et que tout se faisait dans la paix. Côté scolaire, l'accès aux écoles publiques est important, y compris l'accès à l'école privée anglaise. Finalement, le maintien des sièges sociaux à Montréal est crucial.



Les premières paroles de **M. Lamarre** furent de dire que, depuis le 7 mai, 2009, il n'était plus Président et chef de la direction de SNC-Lavalin, ayant passé le bâton à Pierre Duhaime. Il a fièrement mentionné que SNC-Lavalin était la plus grosse

société d'ingénierie au Canada, avec 5 600 employés à

Montréal, qui a crû à partir de Montréal et que son succès s'est fait sans aucune aide gouvernementale. Il a noté la culture internationale qu'on retrouve à Montréal. Il salue l'ouverture, le respect des autres ainsi que le côté multiculturel. Il a loué la qualité d'universités à Montréal qui produisent les meilleurs ingénieurs au monde. Il a aussi noté la sécurité, la qualité de l'air et de l'eau, la proximité des grands centres tels que New York et Toronto, et le besoin d'appuyer *Centraide*. Pour continuer, Montréal doit être concurrentiel. Il faudra donc améliorer les infrastructures pour faciliter la circulation, tout en admettant que Montréal souffre du pire climat pour les infrastructures. Quant à la gouvernance, M. Lamarre note que Montréal est comme une filiale de grande entreprise puisque son siège social est à ... Québec - comme toute filiale, Montréal ne peut pas prendre de décisions seule. Cette situation explique bien des problèmes, notamment de leadership, alors que les gens d'envergure préfèrent être là où se trouve le vrai pouvoir. La solution passe par une mesure radicale - rapatrier des ministères à Montréal pour qu'on s'occupe de nous. Il a décrié la lourdeur de la bureaucratie qui est reliée à toutes les régies. Quant à la fiscalité des entreprises, bien qu'elle soit encore acceptable au Québec par rapport au reste du Canada, elle est néanmoins 25 % plus chère, donc moins concurrentielle, par rapport au reste du monde. De plus, il considère que les taxes municipales sont trop élevées à Montréal. Il juge par ailleurs les charges sociales imposées aux entreprises trop nombreuses.

À la période de questions et d'échanges, une question a porté sur la diversité humaine. M. Brown a mentionné qu'on retrouvait 110 nationalités chez CAE et que beaucoup d'autres employés aimeraient venir à Montréal, mais qu'il encourageait aussi les employés à aller travailler dans un des 20 pays où CAE œuvre. M. Lamarre a réitéré l'importance du niveau culturel et de la dualité linguistique, qui est un grand avantage à Montréal. M. Orr, qui est en faveur d'une culture ouverte, considère qu'il faut continuer d'accueillir les immigrants. Une autre question portait sur l'importance des fournisseurs et de l'innovation. M. Lamarre a souligné l'importance d'avoir des

fournisseurs à proximité, mais que la présence des grandes banques canadiennes à Toronto était une petite faiblesse. M. Brown a insisté sur le fait que la R-D doit être concurrentielle - les employés en Inde coûtent un tiers du coût des employés à Montréal. Il a aussi mentionné la nécessité d'avoir un bon système de sécurité pour sauvegarder la technologie. Il est aussi nécessaire d'avoir un savoir-faire plus grand que celui des concurrents, d'où l'importance du système universitaire pour produire des ingénieurs.

SESSION 3 : Les ingrédients stratégiques d'une grande ville dynamique



Pour faire des pistes de solution afin de dynamiser l'économie de Montréal, les organisateurs ont fait appel à **Roger Martin**, Doyen, *Rotman School of Management, Université de Toronto. The Institute for Prosperity and Competitiveness*, dont il préside le Conseil, a

conduit de nombreuses études sur la compétitivité des grandes villes canadiennes. Le Québec affiche un PIB/capita des moins élevés par rapport à ses pairs nord-américains, et son écart s'agrandit de plus en plus. Pour réduire la pauvreté et hausser l'activité économique, le Québec doit :

- développer les habilités et aptitudes ;
- accroître l'emploi ;
- élaborer des politiques et programmes publics hautement ciblés et innovateurs ; et
- aborder les questions de pauvreté intergénérationnelle.

Sur la question des frais de scolarité, M. Martin avance que, s'ils sont faibles, cela pousse à la médiocrité, et que ça ne remplit même pas les salles de cours. La proportion de ceux qui ont au moins le baccalauréat dans la population montréalaise est de 26,5 %. C'est plus que la moyenne canadienne (22,9 %), mais loin derrière le taux d'autres grandes villes, comme Vancouver (30,7 %), Toronto (33,6 % et Ottawa-Gatineau (35,4 %). M. Martin considère que c'est une grave erreur de maintenir les frais de scolarité aussi bas. Si Montréal et le Québec veulent prospérer, il faut les augmenter.

Dîners-causerie

Les défis économiques à long terme du Québec



Au premier dîner-causerie, le professeur **Richard Florida**, *Rotman School of Management, Université de Toronto*, un des plus influents gourous de l'urbanisme, était le conférencier invité. Son livre « *The rise of the Creative Class* » (2002), qui est à la base de

la ville moderne, établit un lien entre la vitalité créatrice culturelle d'une ville ou d'une région et ses perspectives économiques. Selon lui, nous passons de l'ère industrielle à l'ère de la créativité, ce qui ouvre un territoire vierge où les opportunités sont nombreuses. Les villes abritent une forte concentration d'une nouvelle classe sociale, la classe « *super créative* », qui comprend, entre autres, des artistes, des ingénieurs, des professeurs, des scientifiques, tous ces gens dont la créativité permet de nouveaux types de prospérité et, conséquemment, de nouvelles sources de croissance économique. Pour M. Florida, en plus de miser sur la créativité, le développement économique s'appuie sur les trois « t » : technologie, talent et tolérance. Ce n'est pas une coïncidence si Toronto, Montréal et Vancouver, trois des villes les plus créatives du continent, sont des villes où l'on trouve une riche diversité culturelle.

La présente crise économique est une occasion en or pour se repositionner vers l'avenir. En gardant un œil sur ce qui se passe maintenant et un autre sur ce qui s'en vient.

Pourquoi miser sur la classe créative pour se développer économiquement, c'est que, même si ses membres représentent 30 % de la main-d'oeuvre, ils récoltent 50 % des salaires. Dans cette classe, on retrouve les meilleurs salaires, et en même temps, on y retrouve les plus bas, comme les artistes, les musiciens ou les autres métiers faits par passion. Les créateurs développent de nouvelles idées, de nouveaux produits, de nouvelles entreprises, et sont à l'origine de la croissance basée sur l'innovation. La prospérité n'est pas simplement une question d'argent.

C'est aussi l'éducation, l'environnement, le bien-être et toutes sortes d'autres enjeux, comme le culturel et le patrimoine, qui en bénéficient. Il y a beaucoup de gens dans la classe créative qui ne sont pas motivés par l'argent. Et c'est pour ça qu'il faut qu'ils soient plus nombreux, parce qu'ils vont s'attaquer aux problèmes de la région.

En sortant de l'Université McGill, un étudiant va considérer plusieurs facteurs afin de déterminer où s'établir - il va éliminer les villes où il ne veut pas vivre, peu importe l'offre d'emploi qu'il a reçue ou le salaire qu'on lui propose. Ce que les gens recherchent, c'est l'attrait d'une région, qui peut ne pas être la même chose pour tout le monde. Si une ville ne fait que recréer la même chose que toutes les autres villes possèdent, ça ne fonctionnera pas. Ce que les gens recherchent, c'est de l'unicité qui se reflète vraiment dans la culture et le patrimoine. Il y a donc cinq caractéristiques à tenir compte :

- sécurité au niveau des rues et au niveau économique ;
- opportunités pour l'équilibre vie / travail ;
- leadership ;
- ouverture aux autres gens – immigration ;
- qualité de l'endroit : eau saine ; air pur ; ...

M. Florida trouve que Montréal se positionne très bien en termes de main-d'oeuvre créative selon diverses études. Il a parlé de la créativité de la ville, de sa scène de musiques émergentes devenue l'une des plus importantes dans le monde. Montréal doit maintenant capitaliser sur son bilinguisme. M. Florida a invité les villes de l'axe Toronto-Ottawa-Montréal-Québec à resserrer leurs liens et à devenir une véritable « mégarégion » avec un marché de 20 millions de personnes. Il presse les premiers ministres de l'Ontario et du Québec à créer cette mégarégion, notamment par des liaisons aériennes et par un train rapide. M. Florida a annoncé la parution prochaine d'un nouveau livre sur Montréal.

L'allocution du maire de Montréal



Lors du dîner à la fin de la première journée du Congrès, le maire **Gérald Tremblay** était le conférencier d'honneur. Il a tenu à féliciter l'Association d'avoir choisi un tel thème pour le Congrès, et d'avoir invité des experts remarquables, des

chefs d'entreprises et des leaders du développement à partager leurs réflexions sur le devenir de Montréal et les défis auxquels la métropole est confrontée. Montréal possède tout le potentiel pour jouer pleinement son rôle de locomotive économique du Québec, ce qui a été confirmé par pratiquement un grand nombre de conférenciers. Des défis importants ont été identifiés pour faire de Montréal une ville qui mise davantage sur la créativité, l'efficacité et l'ouverture sur le monde. Puisque ces défis interpellent au premier chef à la Ville, il s'est réjoui de la volonté de mobilisation des milieux universitaires et de la communauté d'affaires.

Quant aux constats soulevés lors de la première journée du Congrès, M. Tremblay a mentionné que Montréal est déjà à pied d'oeuvre pour faire avancer les choses. Par exemple, des investissements massifs sont déjà engagés dans l'amélioration des infrastructures, une condition essentielle à l'essor de Montréal. De plus, il est stimulant d'entendre des témoignages éloquents quant à l'apport positif de travailler ensemble dans le cadre des « grappes ». Il a noté que tous se sont entendus pour dire que la fiscalité et la diversification des revenus demeurent des enjeux essentiels sur lesquels il faut continuer à travailler.

M. Tremblay a conclu que le Congrès constitue un temps fort de réflexion sur Montréal, et qu'il appartiendrait à la Ville de concrétiser les conclusions et de passer à un nouveau paradigme pour prendre en compte les nouvelles réalités comme le proposait notamment Richard Florida. Il a pris bonne note de l'intention des organisateurs du Congrès de diffuser, d'ici l'été, dix propositions détaillées pour faire avancer Montréal sur les trois axes identifiés – créativité, efficacité et ouverture. M. Tremblay s'est engagé à recevoir et analyser leurs propositions en priorité

Un nouvel agenda pour Montréal



Au dîner-causerie de clôture, dans son allocution sur « *un nouvel agenda pour Montréal* », **Marcel Côté** a fait une synthèse des idées/messages véhiculés pas les conférenciers au cours du congrès <http://www.asdeq.org/congres/pdf/2009/8mai-Marcel-Cote.pdf>

Les principales conclusions ou leçons furent essentiellement les mêmes qui ont été reproduites dans l'article-synthèse <http://www.cyberpresse.ca/opinions/forums/la-presse/200905/13/01-855964-des-avantages-mal-geres.php> à savoir :

1. Montréal se situe au dernier rang quant au revenu par habitant et l'écart continue de s'agrandir ;
2. Les conditions qui ont graduellement poussé Montréal au dernier rang des grandes villes nord-américaines sont profondément ancrées dans la réalité montréalaise et les changer nécessitera un travail de longue haleine. Il faudra alors un large consensus sociopolitique qui soutiendra des changements en profondeur, sur les trois dimensions qui font de grandes villes, à savoir :
3. « **Montréal ville créative** » - la forte créativité que l'on reconnaît au milieu montréalais repose sur sa dualité culturelle et nous y expose à un foisonnement d'idées amenées par la rencontre quotidienne des influences nord-américaines et européennes sur le territoire, une situation unique en Amérique du Nord ;
4. « **Montréal ville efficace** » - en cherchant à améliorer la gouvernance politique régionale et le cadre fiscal ; et
5. « **Ville ouverte** » - Montréal doit continuer à s'épanouir comme ville francophone tout en tirant profit de sa réalité biculturelle. De plus, il lui faudra aussi améliorer les conditions d'accueil des immigrants. Montréal est une ville d'avenir et la volonté de changement est palpable.

Les ateliers

Six ateliers concomitants fort intéressants ont porté sur des thèmes très variés : le besoin de régions dynamiques ; le bon fonctionnement d'une ville ; le défi linguistique et culturel de Montréal ; le problème de la fiscalité des villes ; la crise des infrastructures des villes ; et l'éducation et le futur de Montréal.

Atelier 1: La grande ville a-t-elle besoin de régions dynamiques ?



Le modérateur de cet atelier était **Mario Polèse**, professeur, *INRS Urbanisation, Culture et Société*, et les conférenciers étaient **Hervé Duff**, économiste, autrefois de *Développement économique Canada*, **Serge Coulombe**, professeur au *département de*

science économique, Université d'Ottawa, et

Marc-Urbain Proulx, professeur d'économie à l'*Université du Québec à Chicoutimi*. Selon une étude de l'INRS sur l'évolution de la hiérarchie urbaine de 74 pays, les hiérarchies urbaines ont tendance à se stabiliser après un certain stade - les hiérarchies urbaines de l'Europe sont nettement plus stables que celle des pays en développement ou des pays de nouveau peuplement. En Europe, des changements sont exceptionnels, et ailleurs, ils le sont moins. Certains cas ressortent : l'inversion au sommet de Rio de Janeiro, Sao Paulo, Montréal et de Toronto, comme la chute de Calcutta de la première à la troisième place. Les conférenciers ont été appelés à donner leurs vues sur la relation entre la grande ville et les régions qui l'entourent, soit son *hinterland* économique. La performance parfois décevante de Montréal est peut-être due à la perte de son *hinterland* canadien historique et de sa situation dans la périphérie nord-est du continent, peu dynamique sur le plan démographique.

Hervé Duff a présenté « *Les régions centrales du Québec - Pourquoi s'y intéresser ?* » <http://www.asdeq.org/congres/pdf/2009/ASDEQDUFFH2009F.ppt> Au cours des deux dernières décennies, peu d'intérêt a été porté aux régions centrales du Québec, qui sont pourtant devenues des régions industrielles dynamiques, et ce, aux portes mêmes des grands centres. Les régions centrales, bien que non-homogènes, sont semblables par la forte concentration relative de leurs secteurs manufacturier et agro-alimentaire, et il y a eu une transformation industrielle réussie - de la mono-industrie à la diversification industrielle avec un dynamisme propre. Il y a une complémentarité des structures industrielles entre Montréal et les régions centrales. Mais les régions centrales demeurent fragiles face à la concurrence des pays émergents. **Les défis des régions centrales** sont : l'innovation pour faire face à la concurrence des pays émergents ; l'accès à des services supérieurs adaptés ; l'investissement en machinerie et équipement, spécialement en robotique, pour faire face au resserrement du marché du travail et aux pays à bas salaires ; l'investissement en éducation en complément des grands centres ; la résolution des problèmes environnementaux liés à l'agriculture et à l'urbanisation des lieux de villégiature ; et l'ouverture sur les régions voisines. **Les défis des grands centres** sont de : surmonter l'attitude d'indifférence et traiter les régions centrales en partenaires ; se doter non seulement de visées planétaires, mais également d'une «vision périphérique», qui inclut les régions avoisinantes ; appuyer des investissements mutuellement bénéfiques : en matière d'infrastructures routières, de localisation de services aux entreprises, notamment de R&D, d'éducation etc. ; viser la fine pointe en matière de services supérieurs ; et passer concrètement au développement durable.

En conclusion, M. Duff a mentionné les défis suivants pour les chercheurs :

- dégager une compréhension approfondie et globale des régions centrales du Québec, notamment de leur expérience de reconversion industrielle ;
- apporter une meilleure connaissance de leur interaction avec les grands centres ; et
- susciter une réflexion sur leurs perspectives d'avenir.

Quant aux politiques publiques, il faut :

- continuer à favoriser l'innovation et le développement des PME ;
- viser à ce que les régions travaillent ensemble ; et
- tirer les leçons de l'expérience de diversification industrielle des régions centrales.



Serge Coulombe a traité des mouvements de capital humain, de la migration intra- et inter-provinciale, et de la migration internationale <http://www.asdeq.org/congres/pdf/2009/7mai-Serge-Coulombe.pdf> La compétitivité d'une économie nationale

est largement tributaire du capital humain disponible, notamment du niveau de connaissances et de qualifications de la main-d'œuvre. Dans l'économie du savoir, le capital humain décisif. La « ville centre » draine le capital humain et les éléments dynamiques des régions qui se trouvent dans son pôle d'attraction. La qualité du capital humain dans les régions est aussi un facteur décisif du développement de la « ville centre ». Le dynamisme de la « ville centre » se fait au détriment des régions - ce modèle ne s'applique pas à Montréal. Selon l'étude sur la production nette de capital humain (Polèse-Shearmur - INRS 2005), Montréal est forte en production, mais faible en rétention des diplômés - Montréal doit donc compter sur la migration. Le capital humain de Montréal migre vers sa périphérie (Laval, Laurentides, Lanaudière, Montérégie - LLLM) - Montréal est de très loin le plus important pôle de migration intra-provinciale au Québec. La migration intra-provinciale s'est accélérée entre 2001-2006, résultant en une perte de 90 000 pour Montréal alors qu'il n'y avait pas de flux notable du reste du Québec vers Montréal-LLLM. La migration interprovinciale, caractérisée par l'exode des Anglophones (1970), s'est stabilisée depuis. Quant à la migration internationale, les études ont démontré que les immigrants internationaux sont généralement plus instruits que les canadiens, mais que leur niveau de compétence était inférieur cependant (Coulombe-Tremblay, RS2009). Ceci a également été vérifié pour le

Québec (Montréal), mais l'effet de dilution y est moins marqué. Il apparaît que les migrations internationales ont pour effet de réduire les disparités entre les provinces en termes de capital humain, alors que les migrations interprovinciales ont l'effet inverse. Grâce à l'apport de l'immigration internationale, statistiquement plus important, la mobilité en général tend à réduire les écarts entre les provinces.



Dans sa présentation, Marc-Urbain Proulx a offert « *Les quatre réponses classiques de la Science Régionale* » <http://www.asdeq.org/congres/pdf/2009/7mai-Marc-Urbain-Proulx.pdf> en soulignant l'utilité et le rôle essentiel que les régions ont à jouer dans la mondialisation, puisque :

1. les périphéries immédiates et éloignées offrent des bassins de ressources (Cité grecque) ;
2. les périphéries offrent des milieux pour l'établissement de modes de vie en communauté (Fourier ; Geddes) ;
3. les périphéries permettent la déconcentration des grandes villes congestionnées (Mumford ; Odum) ; et
4. les périphéries permettent aussi la localisation optimale de productions industrielles (Weber ; Marshall).

La contribution régionale au PIB québécois, qui a fortement diminué au fil de l'industrialisation du Québec et qui est largement polarisée par Montréal, revient en croissance légère à la faveur de la déconcentration, notamment dans la périphérie urbaine. De plus, certaines zones de la périphérie s'inscrivent comme des systèmes de production dynamiques en illustrant, dans le sud-est du Québec, la forme globale d'un « croissant manufacturier » qui touche plusieurs régions. D'autres zones plus périphériques, comme Rivière-du-Loup, Saguenay, Sept-Îles ou Val-d'Or se positionnent fort bien en matière de production. Autour de 60 % à 70 % de l'ensemble des investissements industriels du Québec est en périphérie, et les investissements effectués y génèrent entre 15 % et 25 % de retombées directes dans la métropole Montréal.

Cependant, la vaste périphérie québécoise s'avère néanmoins confrontée à un triple problème :

- la technologie devenue essentielle à la productivité remplace de plus en plus les travailleurs, expliquant ainsi le taux de chômage élevé et l'exode des jeunes de plusieurs régions ;
- la tendance lourde à la désappropriation des activités économiques - l'effritement de la propriété locale s'est généralisé au cours des dernières décennies, en limitant considérablement la croissance ; et
- l'érosion des profits vers les sièges sociaux qui sont localisés à Montréal, mais de plus en plus à Toronto, à New York, à Londres et bientôt à Shanghai - en subissant le déclin de sa fonction financière, Montréal devient lentement une simple succursale des sièges sociaux principaux de la planète, ce qui influe sur son rôle de moteur économique pour tout le Québec.

Il est attendu que la périphérie du Québec maintiendra sa contribution importante PIB grâce :

- aux industries libérées par le transport routier qui préfèrent se localiser hors des grands centres urbains ;
- à la valeur ajoutée aux ressources naturelles telles que le bois, l'aluminium, les produits de la mer, l'eau et l'agroalimentaire ; et
- aux bassins miniers, à la forêt boréale, aux gisements éoliens et aux réserves hydrographiques, qui sont exploités en respect de l'environnement et des droits autochtones.

L'importante contribution économique de la périphérie québécoise plaide en faveur d'une politique publique appropriée qui puisse intervenir stratégiquement. La périphérie nécessite de nouveaux instruments décentralisés pour endiguer l'érosion croissante de la richesse créée, et la réappropriation territoriale de leviers économiques doit en réalité devenir prioritaire. Dans cet esprit, il serait souhaitable que le débat politique à propos des conditions éthiques de la gestion des FIER (*Fonds d'intervention économique régionaux*) puisse déborder sur la dimension économique de ces ressources publiques allouées pour soutenir le développement régional.

M. Proulx trouve injuste que les grands centres financiers de la planète puissent accentuer leur drainage des ressources des périphéries sans dédommager adéquatement les collectivités qui accueillent ces entreprises. La métropole Montréal et la capitale Québec savent fort bien que le modèle actuel ne leur laisse qu'un rôle désormais secondaire dans le cumul de la richesse tirée de la périphérie québécoise. Un nouveau modèle doit être recherché autant par les deux principaux centres que par la vaste périphérie.

Atelier 2: Une ville qui «fonctionne» bien : qu'est-ce que c'est ?



Étant donné que de nombreux palmarès classent les grandes villes d'Amérique selon leur bon fonctionnement, cet atelier a cherché à connaître ce qui fait qu'une grande ville « fonctionne ». Décrite pour sa gestion municipale, mais louangée pour sa qualité de vie, cet atelier a

exploré ce paradoxe bien montréalais. La modératrice **Florence Juncas-Adenot**, *Département d'études urbaines et touristiques, UQAM*, a noté le mystérieux amalgame d'équipements urbains, de quartiers sympathiques, de brouhaha culturel et de « génialité », ce qui en est de l'intendance, des espaces verts, des services collectifs. Elle a demandé aux conférenciers **Marcel Boyer**, *professeur émérite de sciences économiques à l'Université de Montréal, vice-président et économiste en chef de l'Institut économique de Montréal*, **Daniel Gill**, *professeur émérite à l'Institut d'urbanisme, Université de Montréal*, et **Richard Shearmur**, *professeur chercheur, Institut national de la recherche scientifique (INRS), Centre Urbanisation, Culture et Société*, si une ville qui « fonctionne » bien est dynamique, et/ou si elle sacrifie sa croissance pour prendre le temps de bien vivre.



Marcel Boyer a brièvement présenté les « 10 Chantiers pour faire de Montréal une vraie métropole » <http://www.iedm.org/uploaded/pdf/01-11-08.pdf> que **Marcel Boyer**, **Mathieu Laberge** et **Dominique Vachon**, de l'*Institut économique de Montréal*, avaient

proposés en novembre dernier, soit :

1. accroître l'autonomie fiscale de Montréal ;
2. développer le tourisme médical ;
3. garantir la qualité des infrastructures routières ;
4. mettre davantage en valeur le parc du Mont-royal ;
5. revaloriser le parc immobilier de Montréal ;
6. optimiser les espaces sous-utilisés ;
7. renforcer la responsabilité et l'obligation de rendre compte pour les services municipaux ;
8. introduire la concurrence dans les services de transport en commun (autobus et train) ;
9. attirer plus d'étudiants étrangers de haut calibre ; et
10. affirmer le caractère cosmopolite de Montréal.



La présentation de **Daniel Gill** soutenait le « *Changement de paradigme : du transport à la mobilité* » <http://www.asdeq.org/congres/pdf/2009/7mai-Daniel-Gill.pdf>

M. Gill note que plusieurs métropoles se voient confrontées à de nouveaux défis qui les

obligent à repenser leur vocation. Montréal n'y échappe pas, car elle se retrouve parmi les moins performantes des grandes villes nord-américaines. Autrefois, elle a su tirer profit de sa géographie et des techniques de transport de l'ère industrielle par la maîtrise du transport fluvial et ferroviaire. Malheureusement au passage à la société post-industrielle, Montréal ne s'est pas adaptée aux modifications profondes qui affecteront les moyens de communication : ouverture de la voie maritime ; conversion trop lente du réseau ferroviaire à des fins de transport en commun ; l'échec déplorables de l'aéroport Mirabel ; et le retour à la case départ avec l'aéroport Dorval.

De plus, Montréal a raté le passage à l'ère automobile en oubliant de compléter son réseau autoroutier de telle sorte que Montréal est une des rares villes à ne pas avoir de ceinture de contournement. L'arrivée du présent siècle marque un changement de paradigme – la nouvelle société informationnelle fondée sur le savoir et la communication qui se met en place est principalement caractérisée par l'hypermobilité des individus à l'échelle locale, régionale et internationale. Pour Montréal, les défis sont nombreux, entre autres, améliorer nos liens avec l'extérieur, plus particulièrement avec les villes de la côte est américaine ; concilier harmonieusement les transports en commun et l'automobile pour répondre efficacement à la mobilité des montréalais, à qui on demande de plus en plus de flexibilité. Les villes de l'avenir seront celles qui sauront marier l'espace des flux et la mobilité des individus. M. Gill est d'accord pour dire qu'une bonne façon de désengorger les autoroutes passerait aussi par une réorganisation des horaires de travail à Montréal. « Pourquoi nos cours universitaires commencent à 9h le matin ? Je ne sais pas pour vous, mais je peux très bien commencer ma journée à 10h et j'aurai accompli le même travail à la fin de la journée ».



Richard Shearmur a dit que c'est une erreur de vouloir traiter une ville comme une entreprise. Montréal est Montréal, et il n'y a pas qu'à Montréal que les ponts tombent. La croissance économique d'une ville ne passe pas que par un bon produit

intérieur brut (PIB), cependant il y a des choses qui sont nécessaires, mais non suffisantes, telles que :

- des infrastructures ;
- un bon système de transport en commun pour ceux qui gagnent leur vie en préparant nos sandwiches, et pour soulager la congestion ;
- une sécurité sociale – en plus de la police, ça prend une protection sociale accessible à toute la population ;
- un capital humain – on peut importer, mais il faut un système d'éducation accessible et de bonne qualité. Il faut donc investir dans un bon système de garderie et d'études primaires et secondaires ;

- un environnement social plus égalitaire ;
- des loisirs accessibles ;
- une économie qui produit des emplois et qui innove ; et
- une bonne gouvernance.

Il faut donc chercher à comprendre là où on est d'abord, et essayer de savoir si c'est une cause ou une conséquence. Ensuite, l'individu pourra s'épanouir.

Atelier 3: Le défi linguistique et culturel de Montréal



Pierre Brunet, Président de *Montréal International*, était modérateur de cet atelier sur le défi linguistique et culturel de Montréal. Il a souligné que Montréal est une ville majoritairement francophone, avec une importante minorité anglophone et une communauté allophone significative. Montréal doit composer économiquement avec sa situation sociologique unique dans une Amérique du Nord anglophone. Cette spécificité a des impacts sur l'immigration, la mobilité inter-régionale des travailleurs, les communications avec le reste de l'Amérique et les réseaux des entreprises et des gens d'affaires. Les conférenciers **François Vaillancourt**, professeur, *Département de sciences économiques, Université de Montréal*, **Christian Dufour**, professeur, *ENAP*, et **Jack Jedwab**, directeur général, *Association d'études canadiennes*, ont été appelés à débattre sur les facteurs uniques à Montréal qui influencent son économie.



François Vaillancourt est un spécialiste des questions de politiques publiques, qui s'intéresse, entre autres, aux politiques linguistiques. Il a vu, au fil des ans, la réduction des écarts de revenus entre les deux groupes linguistiques.

Le statut socio-économique des francophones au Québec a augmenté sensiblement depuis 1960, que l'on utilise comme indicateur le revenu moyen de travail, le rendement des attributs linguistiques, ou la propriété de l'économie du Québec. Le statut relatif des francophones au Québec n'est sous aucune menace immédiate, bien que l'on pourrait voir un déclin relatif dans le statut socio-économique de tous les travailleurs du Québec dans le contexte nord-américain si les décideurs publics ne se préoccupent pas plus de la productivité.

Il semble possible que les facteurs suivants expliquent les changements qui se sont produits dans le statut socio-économique :

- le départ significatif des anglophones du Québec au cours de la période 1970-2000 en raison de facteurs de poussée (la menace de la souveraineté, la mise en place des lois sur la langue en 1974 et 1977, et le départ de quelques sièges sociaux) et des facteurs d'attraction (déplacement de l'activité économique vers l'ouest) ;
- le développement du secteur public du Québec et des sociétés francophones du secteur privé au cours de la Révolution Tranquille des années '60 pour fournir des services en français au secteur public et pour ensuite exporter leur expertise vers les marchés mondiaux. Ceci a significativement augmenté la propriété de l'économie du Québec par les francophones et a augmenté le revenu de travail des francophones relativement à celui des anglophones dans la province ; et
- la croissance du pouvoir d'achat des francophones a également augmenté la demande dans le Québec pour des marchandises et des services en français, ce qui à son tour a fait augmenter l'utilisation relative du français sur le marché du travail du Québec et ainsi la valeur relative de la connaissance du français.

Bien que la contribution relative de ces facteurs aux changements du statut socio-économique ne peut pas être mesurée, les lois sur la langue des années 70 ont probablement joué seulement un petit rôle direct dans le changement de rendements des attributs linguistiques.

M. Vaillancourt a aussi évalué ce que la migration du Québec vers le reste du Canada, surtout le fait d'anglophones, coûte au Québec : 19,3 milliards de dollars entre 1996 et 2001, soit 1,6 % du PIB. C'est toutefois mieux qu'entre 1976 et 1981, où cet exode avait réduit le PIB de 3,8 %. Il croit que le bilinguisme est une richesse et qu'il faut que les francophones améliorent l'apprentissage de l'anglais, de la même façon que les jeunes anglophones apprennent maintenant le français. Il croit aussi que, pour le bien-être économique de Montréal, la loi 101 doit être appliquée de « façon raisonnable, souple ». Comme pour bien d'autres choses, « la balle est dans le camp de Québec ».



Christian Dufour considère que la dualité linguistique est une spécificité montréalaise qui a des effets économiques indéniables, et ça ne disparaîtra pas puisque l'anglais fait partie de notre réalité – « c'est une donnée incontournable et fondamentale ».

C'est aux Montréalais de décider si cette dualité est une chance ou pas. Le bilinguisme nous rend plus ouverts sur le monde. On n'est pas prisonniers de la dynamique nord-américaine, alors qu'en contrepartie, le français peut nous isoler du reste du continent. Le rapport des Montréalais francophones à l'anglais reste donc à définir. Avant, on niait l'anglais, et maintenant, on tombe dans l'excès contraire. Une partie des francophones, éduqués, sont tentés par l'abdication. On banalise le bilinguisme. Mais on reste la seule société francophone en Amérique du Nord. Il ne faut pas abdiquer le français sous prétexte de réalisme.



La présentation de **Jack Jedwab** portait sur le « *Bilinguisme 'chez nous' et ailleurs : idéologie et/ou pragmatisme* » [http://www.asdeq.org/congres/pdf/2009/7mai-Jack-](http://www.asdeq.org/congres/pdf/2009/7mai-Jack-Jedwab.pdf)

[Jedwab.pdf](http://www.asdeq.org/congres/pdf/2009/7mai-Jack-Jedwab.pdf) En premier lieu, M. Jedwab a présenté les résultats d'une récente analyse

réalisée par son Association : les francophones les plus bilingues sont à Gatineau, Cowansville et Montréal ; il y a peu d'écart entre les générations en termes de l'apprentissage d'une langue seconde ; le niveau d'éducation influence l'opinion sur l'apprentissage d'une langue seconde ; et les plus éduqués sont les plus bilingues avec un écart important chez les francophones entre bilingues et unilingues.

Dans l'Union européenne (UE) en 2005, 56% de la population disaient connaître une langue autre que leur langue maternelle. Les états les plus unilingues étaient l'Irlande (66%), le Royaume-Uni, l'Italie (59%), la Hongrie, le Portugal (58%) et l'Espagne (56%). Comme langue seconde, l'anglais dominait avec 38% des citoyens de l'UE qui sont capables de tenir une conversation en anglais. Dans 19 des 29 pays membres de l'UE, l'anglais était la plus importante langue seconde alors que le français et l'allemand représentaient respectivement la langue seconde de 14% des citoyens. Les européens qui connaissaient au moins une langue autre que leur langue maternelle a augmenté de 47% en 2001 à 56% en 2005. Une très grande majorité d'europeens (83%) croyaient en 2005 que c'est utile de connaître une deuxième langue (versus à 72% en 2001). La principale raison pour apprendre une deuxième langue est l'obtention d'un meilleur emploi - le pragmatisme triomphe largement. Selon une étude parrainée par le *Kennedy School* de Harvard en 2008, 67% des juifs d'Israël croient que l'enseignement de l'arabe « conversationnel » serait important dans les écoles juives du pays.

Atelier 4: La fiscalité constitue-t-elle un avantage comparatif pour Montréal ?



Pour discuter du thème de l'atelier, on a eu recours à trois conférenciers chevronnés, à savoir : **Thomas Courchesne**, Professor of Economic, *School of Policy Studies, Queen's University*, **Bruno Desautels**, Associé en fiscalité, *KPMG*, et **Brian Girard**,

sous ministre adjoint aux politiques économiques et fiscales, *Finances Québec*. Le modérateur **Luc Godbout**, professeur, *Université de Sherbrooke*, a demandé aux conférenciers de l'atelier de répondre aux trois questions suivantes :

1. Montréal a-t-elle une assiette fiscale à la hauteur de ses besoins pour demeurer concurrentielle avec les autres grandes villes avec laquelle elle rivalise?
2. La fiscalité des entreprises ciblées sur certaines activités, est-elle payante pour Montréal?
3. la fiscalité applicable aux hauts salariés constitue-elle un frein au développement économique de Montréal, sans également prendre en compte le coût de la vie ?

Avant de donner la parole aux conférenciers, il a tenu à présenter quelques graphiques sur la fiscalité.

M. Godbout a noté que les prélèvements des gouvernements locaux en pourcentage du PIB en 2007 étaient de 3,3% au Québec alors que la moyenne du G7 était de 4,5%. Quant aux prélèvements auprès des sociétés et des employeurs en pourcentage du PIB en 2007, la charge fiscale était quasiment la même au Québec (9,7%) que la moyenne du G7 (9,6%), mais qu'en 1985, la charge fiscale était 48% plus faible au Québec que la moyenne des pays du G7. Finalement, les impôts sur le revenu des particuliers en pourcentage du PIB en 2007 étaient à 14,4% au Québec (vs une moyenne de 9,7% dans les pays du G7.



Thomas J. Courchesne a présenté « *The fiscal (mis)fortunes of Canada's global city regions* »

<http://www.asdeq.org/congres/pdf/2009/7mai-Thomas-J-Courchesne.pdf>

pdf La mondialisation et l'ère de l'information ont favorisé la montée en puissance économique,

politique et même démocratique des villes-régions mondiales (VRM). Le rôle des VRM en tant qu'engins dynamiques capables de stimuler l'innovation, la croissance et le commerce, est le résultat en partie des concentrations de capital humain, qui est capital dans l'économie du savoir. Cela mène à un cercle vicieux où les VRM peuvent entreprendre des politiques et des actions qui les rendent attrayantes aux yeux du capital humain, ce qui en retour leur permet de devenir des aimants qui attirent les entreprises qui sont le fondement de l'économie du savoir. De plus, les données indiquent que les actions destinées à privilégier les villes pivots du Canada auront pour effet de propulser ces villes et leurs arrière-pays sur le plan économique.

Cependant, il y a un écart important entre le potentiel de ces VRM et la réalité – ceci est particulièrement vrai au Canada où les VRM ont de faibles pouvoirs fiscaux et ne jouissent d'aucun pouvoir constitutionnel. Au niveau international, la faiblesse fiscale des VRM canadiennes est frappante puisque des villes européennes (par ex. Copenhague, Amsterdam Stockholm, Berlin, Vienne et Helsinki) dépensent, au moins, deux fois plus que Montréal. Le problème tient en partie au fait que l'accès des VRM canadiennes aux recettes fiscales a tendance à se limiter aux impôts fonciers, tandis que les villes européennes ont souvent accès à une assiette fiscale plus large (par ex. accès à l'impôt sur le revenu). À moins que nos VRM aient accès à une assiette fiscale plus diversifiée ou à une part de l'assiette fiscale, elles ne pourront jamais réaliser tout leur potentiel dans l'économie du savoir.

Il y a divers moyens d'intégrer les VRM davantage et de façon plus formelle dans le fonctionnement du fédéralisme politique et fiscal au Canada. La voie la plus prometteuse consisterait à remanier les relations fédérales-municipales en s'inspirant des récentes initiatives d'Ottawa dans le secteur municipal, comme le partage des recettes fédérales tirées de l'impôt sur l'essence et l'exemption de la TPS accordée aux villes. Les VRM considèrent toutefois que le partage de l'impôt sur l'essence est au fond un programme de péréquation dans lequel les grandes villes transfèrent des fonds aux petites villes. Elles veulent avoir accès à une assiette fiscale plus large qui serait disponible suivant le principe de la dérivation. Comme les VRM ont été créées par leurs provinces respectives, le meilleur moyen de réaliser cette option consisterait à reformuler les relations fédérales-provinciales. Tout comme les provinces perçoivent leur impôt sur le revenu en tant que portion de l'impôt prélevé par le gouvernement fédéral, les villes pourraient recevoir une part de la portion provinciale de l'impôt sur le revenu.

Brian Girard, sous-ministre adjoint aux politiques économiques et fiscales, *Finances Québec*, a cherché à répondre à la question : « *La fiscalité des particuliers freine-t-elle le développement de Montréal ?* » <http://www.asdeq.org/congres/pdf/2009/7mai-Brian-Girard.pdf> Il a admis qu'une fiscalité trop lourde et s'appliquant trop fortement sur la production est nuisible pour l'économie. Le choix d'une fiscalité est difficile, voire impossible puisque des facteurs propres à chaque juridiction entrent en jeu tels que : préférences sociétales ; ressources naturelles ; localisation ; éducation ; population ; etc. Quant à la situation fiscale et au revenu disponible des québécois, la fiscalité des particuliers est devenue plus compétitive à la suite de baisses d'impôt qui ont réduit l'écart de fardeau fiscal par rapport aux autres provinces, et parmi les pays de l'OCDE, la charge fiscale nette au Québec, qui est avantageuse pour les faibles revenus et comparable pour la classe moyenne, est concurrentielle. L'impact économique d'une baisse du taux marginal maximum pour rejoindre l'Ontario serait positif et proviendrait surtout de l'épargne et de l'investissement des gains

des entreprises non incorporées. L'effet sur l'incitation au travail serait relativement faible car ces travailleurs occupent, pour la plupart, un emploi à temps plein. Ses principaux messages furent que : le niveau et la qualité de vie prévalent avant tout ; la fiscalité québécoise, qui est de plus en plus compétitive et améliorée, est favorable aux familles et aux classes moyenne et à faible revenu et est concurrentielle pour l'incitation au travail ; et le pouvoir d'achat des Montréalais est avantageux par rapport aux grandes villes canadiennes. Somme toute, la fiscalité des particuliers ne freine pas le développement de Montréal même s'il faut toujours chercher à améliorer notre compétitivité pour réduire notre écart de richesse dans le mesure où la situation budgétaire le permet.



Dans sa présentation intitulée « *Analyse concurrentielle de la fiscalité 2008* » <http://www.asdeq.org/congres/pdf/2009/7mai-Bruno-Desautels.pdf> **Bruno Desautels**, Associé en fiscalité, *KPMG*, a présenté les résultats de l'étude de *KPMG* sur « *Choix concurrentiels 2008* », qui

compare la compétitivité de plus de 100 villes dans dix pays, et qui donne des résultats pour chaque ville par région au Canada. Il a noté que : la politique fiscale varie considérablement d'un pays à l'autre ; les différentes façons dont les impôts sont prélevés suscitent de la complexité ; et la charge d'imposition varie considérablement par industrie. Dans l'étude *KPMG*, où sont comparés les grands centres urbains de pays industrialisés, Montréal arrive au 6^{ième} rang sur 35, derrière Vancouver, mais devant Toronto, pour l'impôt des sociétés, la taxe sur le capital, sur la consommation, les impôts municipaux et fonciers. La facture globale de l'entreprise est bien, mais la tendance est inquiétante. Si Montréal a longtemps été une ville très avantageuse pour les entreprises du fait de sa politique fiscale à leur endroit, son avance se réduit d'année en année. Tandis que les autres provinces canadiennes diminuent leur taux d'imposition globale, le Québec augmente le sien, de sorte que le Québec est passé du taux le plus favorable du pays, en 2001, au pire parmi les grandes provinces, aujourd'hui.

À cela s'ajoute le fait qu'il y a moins de subventions et de programmes qu'avant. Or, quand une entreprise décide où elle s'installe, elle regarde tous ces facteurs incitatifs qui ont un impact direct. M. Desautels croit qu'il faut impérativement inverser la tendance à la hausse des impôts aux entreprises, à défaut de quoi, la ville perdra un avantage concurrentiel au profit des autres métropoles canadiennes. Il préfère voir augmenter les taxes à la consommation au lieu des impôts aux entreprises, quitte à subventionner les ménages les plus pauvres.

Atelier 5: La crise des infrastructures des villes



Le modérateur **Adam Ostry**, Directeur général, *Politiques et Initiatives stratégiques, Infrastructure Canada*, a noté les carences majeures qui se sont développées au fil des ans sur le plan des infrastructures, autant pour les besoins collectifs

(aqueduc, transport urbain, etc.) que pour les besoins des entreprises (aéroports, ports, etc.). Il a demandé aux conférenciers **Hubert Duault**, Directeur général, *Paris Développement*, **James Brox**, professeur au *Département d'économie de l'Université de Waterloo*, et **Saeed Mirza**, professeur émérite au *Département de génie civil, Université McGill*, de répondre aux questions suivantes : dans quelle mesure la dotation d'infrastructures de qualité est-elle une condition nécessaire à l'épanouissement d'une grande ville ? ; y a-t-il vraiment un déficit au chapitre des infrastructures locales dans les grandes villes canadiennes, notamment à Montréal ? ; et quelles seraient les carences au chapitre des infrastructures stratégiques qui empêcheraient Montréal de jouer pleinement son rôle de locomotive économique ?



À l'aide de cartes géographiques, **Hubert Duault**, Directeur général, *Paris Développement*, a montré les principaux pôles de développement de l'Île de France

<http://www.asdeq.org/congres/pdf/2009/8mai-Hubert-Duault.pdf>

Depuis plus d'une décennie,

Paris Développement aide les *start-ups* à grandir au sein de la capitale. Cette agence de développement les aide maintenant à se développer à l'international, en insérant Paris dans un réseau de grandes métropoles qui ont la même optique de soutien au développement économique par l'innovation. Paris Développement est en train de monter ce réseau, avec un nombre restreint de grandes métropoles qui ont la même vision, comme San Francisco, Séoul, Montréal, et Londres. Les entreprises développées dans les incubateurs auront bien un jour besoin de s'étendre à l'international. Un partenariat, avec une ville comme San Francisco et ses incubateurs, profitera aux entreprises, car ça leur permettra, par exemple, de s'implanter là-bas le plus rapidement possible et dans les mêmes conditions d'aide.

M. Duault a ensuite parlé du réseau routier. À cause du nouveau paradigme qu'est le développement durable, les villes doivent se réinventer. À cause de l'impact sur les émissions de CO², l'accent est mis sur le développement collectif. La ville de Paris compte plus de 174 sites logistiques sur l'ensemble de son territoire permettant une meilleure intégration des marchandises dans les quartiers. La promotion du tramway et du transport en vélo pour désengorger le transport routier – au début, personne ne voulait de tramway, maintenant, le vélo a changé les mentalités. L'usage du vélo est de plus en plus intense dans les rues de Paris : 1 751 stations et 23 300 vélos à Paris ; plus de 170 000 abonnés longue durée ; et plus de 41 millions de trajets déjà effectués. *Vélib* (vélos en libre-service à Paris) fait partie du quotidien des parisiens depuis bientôt deux ans. Le service fait de plus en plus d'adeptes, enregistrant plus de 50 millions de locations depuis 2007.



Le message de **James Brox**, professeur au *Département d'économie de l'Université de Waterloo*, était que l'effritement des infrastructures publiques canadiennes nuit à la productivité du pays <http://www.asdeq.org/congres/pdf/2009/8mai-James-Brox.pdf>

La compétitivité et la productivité canadiennes dépendent d'un investissement accru dans les infrastructures publiques du pays. On ne peut rester compétitifs quand les viaducs sont menacés d'effondrement et les systèmes d'eau, de contamination. La relation entre l'investissement dans l'infrastructure publique et la productivité de la main-d'œuvre est semblable à « une personne très malade, mais qui est incapable de se rendre chez le médecin ». Cette relation est une des raisons pour lesquelles les américains progressent constamment plus que les canadiens à cet égard. Alors que les gouvernements canadiens ont traditionnellement alloué de fortes sommes pour la création et la protection de l'emploi, les américains ont davantage investi dans le capital, ce qui a résulté en une main-d'œuvre plus productive et une expansion industrielle accrue. Au Canada, l'investissement dans les infrastructures a radicalement chuté depuis les années 1970, y compris dans le réseau routier, les installations portuaires, les systèmes de traitement et de distribution d'eau, et l'épuration des eaux usées. À tel point qu'il nous faudra investir 200 milliards de dollars pour redresser la situation. Les récentes mesures anti-récession annoncées par le gouvernement pour améliorer l'infrastructure sont un bon départ, mais il faut encore plus de milliards d'investissement pour retrouver les niveaux des années '80. Il faut commencer aujourd'hui à combler ce déficit d'infrastructures, pour être capables d'assumer demain leurs coûts matériels et financiers. Pour stimuler la construction résidentielle et attirer des investisseurs industriels, il nous faut des routes, des canalisations d'égout, des écoles et des installations nouvelles. Surtout, il faut constamment entretenir et réparer un stock d'équipements dont la dégradation compromet sérieusement la productivité. Pour maintenir un climat

d'affaires attrayant, ça nécessite des infrastructures adéquates, car un déficit entraîne non seulement une hausse du coût de revient et un recul de la productivité, mais il peut en dernier ressort provoquer la délocalisation d'installations industrielles et commerciales.



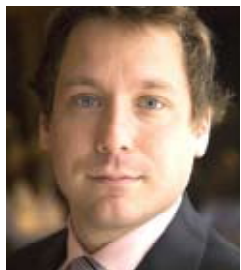
Saeed Mirza, professeur émérite au *Département de génie civil, Université McGill*, considère que des infrastructures inadéquates font baisser la productivité et la compétitivité d'une ville, de même que la qualité de vie de ses habitants <http://www.asdeq.org/congres/pdf/2009/8mai-Saeed-Mirza.pdf>

Le déficit des municipalités canadiennes en infrastructures est une bombe à retardement. La répugnance à investir dans la construction, l'amélioration, le remplacement, et l'entretien des infrastructures mènera inévitablement à des catastrophes du type Walkerton (traitement de l'eau en Ontario) ou Concorde (effondrement du viaduc à Laval), qui ont résulté en pertes de vies. En 2003, il a été estimé que près de 60% des infrastructures canadiennes dataient d'au moins 40 ans, et que 28% des infrastructures, de plus de 85 ans. Plus on retarde à entreprendre les réparations, plus les coûts s'élèvent. Si les infrastructures ne sont pas maintenues adéquatement, le déficit d'infrastructures s'établira à 2 trillions de \$. Si on faillit à maintenir adéquatement les infrastructures, c'est dangereux et malsain. Montréal et sa région ont besoin d'une vision d'ensemble pour les 50, voire les 100 prochaines années, et non pas de projets à courte vue. Comme on est toujours dans l'immédiat, dans l'urgence, on ne regarde rien venir. On répare vite et mal, alors c'est à refaire, et on gaspille l'argent. Il faut profiter de la reconstruction de l'échangeur Turcot pour se demander ce que Montréal a vraiment besoin. Certainement pas de plus d'autoroutes, mais de transport en commun efficace et rapide.

Atelier 6: L'éducation et le futur de Montréal

En tant que modérateur de cet atelier,

François Vaillancourt, professeur, *Département de sciences économiques, Université de Montréal*, a noté Montréal est l'une des principales villes universitaires d'Amérique du Nord, selon les statistiques de fréquentation et de diplomation, ce qui inclut un fort contingent d'étudiants étrangers. Il a demandé aux conférenciers **Mathieu Laberge**, chercheur au *Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO)*, **Robert Lacroix**, ex-recteur de l'*Université de Montréal* et professeur émérite de cette institution, et *fellow* du CIRANO, et **Fernand Martin**, *Université de Montréal*, de dire dans quelle mesure cette activité contribue à l'économie de Montréal et dans quelle mesure le plein potentiel de cette situation est atteint, notamment en terme de rétention des diplômés et d'intégration au tissu urbain. M. Vaillancourt a noté qu'il y avait quatre universités, 170 000 étudiants, deux facultés de médecine, quatre de génie... Montréal compte le plus grand nombre d'étudiants du pays, qui alimenteront ses industries de haut savoir que sont l'informatique, l'aéronautique, l'ingénierie et le pharmaceutique. Cependant, depuis 10 ans, il manque 400 millions de dollars par année aux universités québécoises pour bien fonctionner; quelque 300 millions de dollars rien que pour celles de Montréal.



Mathieu Laberge a présenté « Pour faire de Montréal une véritable Ville Universitaire ! »

<http://www.asdeq.org/congres/pdf/2009/8mai-Mathieu-Laberge.pdf>

Il a parlé des formes d'internationalisation, des bénéfices de l'internationalisation, de la situation au Québec, des freins à l'internationalisation des universités québécoises, et a présenté une étude de cas, celle de *University of Nottingham – Ningbo China*. Il a conclu que : le mouvement d'internationalisation est bien amorcé ; les villes gagnent lorsque leurs universités s'internationalisent ; les universités québécoises accusent un retard en la matière, notamment à cause de freins réglementaires ; une stratégie d'internationalisation possible est l'ouverture de campus outre-mer -

il s'agit d'une voie possiblement viable si les universités québécoises pouvaient conserver les droits de scolarité perçus à l'étranger. Le sujet revient régulièrement sur la place publique, mais sans appuis politiques, et sombre à nouveau dans l'oubli. La question est taboue et le débat, chargé d'émotion. Les étudiants forment un *lobby* puissant, et comme ils ne font que passer, ils ne se préoccupent pas de la détérioration. M. Laberge prône la facturation asymétrique, telle qu'appliquée dans le monde anglo-saxon où les étudiants paient selon le coût de leurs études et de ce qu'elles leur rapporteront plus tard. Actuellement, selon ce principe, les étudiants en sciences humaines paient 38 % de leur formation, ceux en médecine, 5 % - il n'y a pas d'équité.



Robert Lacroix a constaté que la qualité de la recherche au Québec diminue sans cesse, détériorant ainsi l'actif le plus précieux de Montréal. Il a informé les participants que les universités québécoises vivent depuis plus de dix

ans un sous-financement chronique de l'enseignement et de la recherche universitaires. Ce sous-financement a des conséquences dramatiques sur la qualité des universités québécoises et sur la compétitivité de notre économie - les universités québécoises sont de moins en moins dans la course au moment même où le Québec devrait maintenir ou même accroître son leadership scientifique et technologique. Et dire que les universités québécoises étaient, jusqu'à récemment, dans le peloton de tête des universités canadiennes, et leur performance faisait l'envie des autres universités canadiennes. Pour y remédier, le Québec se doit d'investir massivement dans les universités, la recherche universitaire et la valorisation de la recherche. De plus, il faut hausser les frais de scolarité qui sont actuellement d'environ 2 000 \$, pour qu'ils s'approchent davantage de la moyenne canadienne, soit près de 5 000 \$, afin de regarnir les coffres des universités de 600 millions de dollars par année. On se targue de vivre dans une économie du savoir, mais les lieux où cette connaissance est créée, sont privés de ressources.



La présentation de **Fernand Martin** élaborait sur « *L'éducation supérieure et le futur de Montréal* » <http://www.asdeq.org/congres/pdf/2009/8mai-Fernand-Martin.pdf>

Il a montré comment la grande ville est particulièrement avantageuse pour le

fonctionnement des universités, et que les universités sont un facteur important de croissance des grandes villes et de l'économie toute entière. La nouvelle économie amène la concurrence mondiale sous forme d'innovations issues des nouvelles connaissances qui sont générées et exploitées « *in a handful of cities* » (Florida). En effet, la production des nouvelles connaissances a besoin : 1) d'économies d'agglomérations, surtout celles qui facilitent la transmission de l'information tacite ; et 2) de rendements à l'échelle venant de l'exploitation d'actifs indivisibles (matériels et immatériels) considérables et variés (masse critique) – par ex. aéroport, services publics, centres de recherche, universités, pôles d'intelligence. De plus, Un milieu accueillant, stimulant et tolérant attire les scientifiques, les ingénieurs, les étudiants et les créateurs, car la décision de localisation tient compte du revenu psychique. Dans une grande ville, il y a donc une relation entre l'université et le PIB local. Il a conclu que les universités, par leur production de capital humain sous forme de scientifiques et d'ingénieurs, et de recherche et développement, améliorent la performance des grandes villes de façon appréciable. D'ailleurs, Montréal International, dans son fascicule « Indicateurs d'attractivité – 2007 » <http://www.montrealinternational.com/docs/453055045.pdf> montre que la moitié des indicateurs d'attraction de Montréal sont liés aux activités universitaires.

L'atelier de formation

L'atelier de formation d'avant-congrès a porté sur « *Les grandes villes : leur importance dans l'économie et la précarité de leur santé financière* ». Dans un 1^{er} volet de cet atelier, **Mario Lefebvre**, Directeur, *Centre des études municipales, Le Conference Board du Canada*, a présenté les grandes lignes de quelques travaux du Conference Board portant sur l'apport des grandes villes à l'économie canadienne et leur capacité d'attirer la main-d'oeuvre nécessaire pour assurer leur prospérité à long terme. Dans un 2^{ème} volet, les conférenciers **Enid Slack**, Directrice, *Institute on Municipal Finance and Gouvernance, Munk Centre for International Studies, University of Toronto*, **Adam Ostry**, Président du *Groupe de travail sur les politiques territoriales en milieu urbain de l'OCDE*, haut fonctionnaire à *Infrastructure Canada*, et **Tarek Harchoui**, *Division des Prix, Statistique Canada*, ont analysé les résultats de différentes études globales portant sur l'ensemble des villes canadiennes et québécoises, ainsi que d'autres traitant de la situation de certaines villes prises individuellement, lesquelles études démontrent que la santé financière de nos villes est des plus précaire. Dans un 3^{ème} volet, fut abordé le problème des finances municipales et celui des infrastructures qui représentent des défis importants pour les grandes villes.



Mario Lefebvre a présenté « *Un financement durable pour les villes canadiennes* » et « *Villes aimants: Comparer le pouvoir d'attraction des RMR canadiennes* » [respectivement <http://www.asdeq.org/congres/pdf/2009/6mai-Mario-Lefebvre1.pdf> et

<http://www.asdeq.org/congres/pdf/2009/6mai-Mario-Lefebvre2.pdf>

Partout dans le monde, toutes les grandes agglomérations ont leurs problèmes, mais ceux d'ici semblent plus aigus. Les villes offrant une qualité de vie supérieure seront celles qui réussiront le mieux à attirer et à garder les travailleurs talentueux et qualifiés. Les immigrants joueront un rôle prépondérant dans l'avenir du Canada. C'est pourquoi, le Canada se doit d'améliorer et financer adéquatement ses

politiques et programmes de soutien aux néo-canadiens, afin de faciliter leur intégration à la main-d'oeuvre. Un travail est également requis concernant la reconnaissance des titres de compétence. Forte dans des secteurs de pointe comme le pharmaceutique et l'aéronautique, Montréal souffre du déclin de son secteur manufacturier (de 2 à 3 % par an depuis 8 ans) et de sa population (en hausse de seulement 0,7 % par an). Sa prospérité est pourtant essentielle à celle du Québec, les grandes villes étant les locomotives du développement économique. Le *Conference Board* soutient que les villes canadiennes, à court d'argent, n'ont tout simplement pas les ressources nécessaires pour relever les défis économiques et les responsabilités sociales de taille qui les attendent. Bien que certains indicateurs comme le climat ne soient pas du ressort des décideurs, le *Conference Board* croit néanmoins que tous les ordres de gouvernement devraient étudier les résultats de son étude comparative au moment d'établir leurs priorités. Pour que les villes canadiennes jouent un rôle prépondérant dans la prospérité du Canada, elles devront être en mesure financièrement de fournir les services, les programmes et l'infrastructure qui attireront les personnes talentueuses et les investissements. Il est temps de rétablir l'équilibre budgétaire de nos villes. M. Lefebvre propose de verser 1 % de la TPS aux provinces et autant aux municipalités, de façon à ce qu'une ville comme Montréal puisse tirer profit des grandes manifestations sportives et culturelles qui se déroulent sur son territoire.



Enid Slack a présenté « *The Fiscal Situation of Canadian Cities: Opportunities in the Economic Downturn?* » <http://www.asdeq.org/congres/pdf/2009/6mai-Enid-Slack.pdf> Il fait bon vivre dans les grandes villes canadiennes, mais, même si elles continuent de

faire très bonne figure dans les enquêtes internationales, les choses pourraient changer assez rapidement.

Car, les grandes villes font face à des défis fiscaux énormes engendrés par :

- le déchargement de services aux gouvernements municipaux ;
- leur besoin d'être compétitives au niveau international ;
- des coûts plus élevés suite à l'agrandissement urbain ;
- et sans pouvoir diversifier leurs sources de revenus.

Les grandes villes accusent un énorme déficit en infrastructure, qui est estimé entre 60 et 125 milliards de dollars. Les lacunes des grandes villes en matière d'infrastructures risquent en effet d'amoindrir leur atout concurrentiel. Le problème n'est pas vraiment financier, puisqu'elles n'accumulent aucun déficit et ne sont pas endettées outre mesure. L'enjeu réside plutôt dans leur capacité de fournir à un taux d'imposition raisonnable les services recherchés par les citoyens. Considérant ce que peuvent faire les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux pour améliorer la situation, Mme Slack estime que les villes ont besoin d'un meilleur accès à des sources de revenus dont elles seraient elles-mêmes responsables et tenues de rendre compte. Les gouvernements municipaux peuvent :

- réduire leurs dépenses, mais non les services qui pourraient affecter la croissance économique ;
- augmenter leurs taxes sur la propriété - puisque les coupures de dépenses sont plus nuisibles à la santé de l'économie locale que les augmentations de taxes ;
- et augmenter les frais d'usager (par ex. la collecte des ordures, les routes) et les taxes aux bénéficiaires.

Mme Slack a conclu que le ralentissement économique offre l'opportunité de : s'attaquer aux sources d'inefficacité ; avoir un système de prix correct pour les services ; et promouvoir un agenda « vert » avec l'utilisation de fonds d'infrastructure.



La présentation de **Faouzi Tarkhani** portait sur « *Infrastructure et prospérité économique* » <http://www.asdeq.org/congres/pdf/2009/6mai-faouzi-tarkhani.pdf> Il a mentionné

que : les municipalités et les provinces gèrent l'essentiel des infrastructures publiques au Canada ; les routes, autoroutes et le système de traitement des eaux usées sont les actifs prédominants des infrastructures ; les infrastructures publiques ont perdu du terrain au cours des quarante dernières années ; et les infrastructures publiques importent pour la performance économique. Les infrastructures réduisent le coût des entreprises puisqu'elles bénéficient grandement au transport, le commerce de détail et de gros, les communications, les autres services publics et la construction, mais elles bénéficient relativement peu à la plupart des industries manufacturières, les mines, la chasse et la pêche. Selon une étude de Statistique Canada, un dollar d'investissement dans les infrastructures publiques permet de réduire le coût des entreprises de 0,17 dollars par année. La productivité multifactorielle s'est accrue au rythme de 0,4% par an au cours des quarante dernières années, dont 0,07 points de pourcentage, ou environ 1/5, est attribuable à la croissance du capital des infrastructures.



Adam Ostry a présenté le « *Plan d'action économique du Canada - Investir dans l'infrastructure* » <http://www.asdeq.org/congres/pdf/2009/6mai-Adam-Ostry.pdf> Il a rappelé

que le gouvernement fédéral investira 33 milliards de dollars sur une période de sept ans, dont plus la moitié de cette somme est destinée spécialement et directement aux municipalités canadiennes. Grâce au Plan d'action économique, le gouvernement fédéral offrira aux provinces, aux territoires et aux municipalités plus de 18 milliards de dollars au cours des deux prochaines années pour des projets d'infrastructure. Les investissements dans des infrastructures comme les routes, les ponts, le transport en commun, les installations d'assainissement de l'eau, les installations de production d'énergie verte ainsi que les établissements récréatifs, comme les stades et les terrains de soccer, procurent deux grands avantages : premièrement, ils permettent de stimuler rapidement l'économie et de créer des emplois partout au Canada dans les domaines de la construction, de l'ingénierie et de la fabrication, ce qui entraînera d'importantes retombées économiques ; et deuxièmement, ces investissements permettront au Canada de se doter d'une infrastructure plus moderne et plus écologique, qui constitue la base d'une croissance économique durable à long terme, et d'améliorer la qualité de vie des canadiens.

La 35^{ème} édition du Congrès à Québec en 2010

À la fin du Congrès 2009, **François Turenne**, sous-ministre, *Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale* (Québec), et Président du Congrès 2010, a invité les membres à se rendre en grand nombre à Québec, « la plus belle ville de l'Amérique du Nord » (selon le maire Labeaume), pour la 35^{ème} édition du Congrès annuel de l'Association qui se tiendra les 12-14 mai 2010 à l'Hôtel Loews Le Concorde de Québec sous le thème « *le défi du capital humain au XXI^{ème} siècle* ». Il a noté que l'immigration y sera certes un enjeu important, y compris la formation et la qualification de la main d'œuvre.

Des avantages mal gérés

Publié le 13 mai 2009

Archives La Presse

Collaboration de **Marcel Côté** et **Claude Séguin**, respectivement associé fondateur du groupe Secor et vice-président principal, finances et investissement stratégique à CGI

Quelque 350 membres de l'Association des économistes québécois se sont réunis la semaine dernière pour leur congrès annuel, pour discuter du rôle des grandes villes comme locomotives de développement économique et y ausculter plus spécifiquement l'état de santé de Montréal. Une trentaine de conférenciers, d'ici et d'ailleurs, sont venus alimenter la réflexion des participants sur comment guérir l'anémie structurelle de l'économie de Montréal qui l'empêche de jouer son véritable rôle de moteur économique du Québec.

Un diagnostic sévère

On ne reprendra pas le diagnostic qui s'est dégagé des discussions et qui est familier. Parmi les grandes métropoles d'Amérique du Nord, Montréal se situe au dernier rang quant au revenu par habitant et l'écart continue de s'agrandir. Les Montréalais acceptent cette performance économique médiocre confortés par ce qu'ils pensent être une excellente qualité de vie. Mais Montréal n'a plus le monopole des cafés sympathiques. Plus d'un participant a souligné que plusieurs autres grandes villes d'Amérique du Nord offraient une aussi bonne sinon meilleure qualité de vie, hiver en moins.

Locomotive économique

Comme l'a rappelé Robert Lucas, Prix Nobel d'économie, qui a ouvert la conférence, les idées sont les véritables moteurs de la croissance économique, car elles sont au cœur de l'innovation. Or l'innovation émerge surtout dans la grande ville, parce que c'est là que l'on retrouve une forte concentration de ceux par qui l'innovation vient, la « classe créative », pour reprendre l'expression de Richard Florida, un des grands experts de l'heure sur les villes et qui était aussi conférencier.

La capacité d'une ville à attirer et à stimuler cette classe créative est devenue le facteur déterminant pour la croissance économique, bien loin devant des facteurs traditionnels comme la qualité des infrastructures et la localisation géographique. Mais la performance des grandes villes sur ce nouveau facteur varie grandement, certaines villes étant beaucoup plus accueillantes et offrant de meilleures conditions d'innovation.

Ces conditions sont structurelles et non pas conjoncturelles. Elles ne se prêtent pas à des transformations rapides. Les conditions qui ont graduellement poussé Montréal au dernier rang des grandes villes nord-américaines sont profondément ancrées dans la réalité montréalaise et les changer sera un travail de longue haleine. Ceci ne pourra se faire que sur la base d'un large consensus sociopolitique qui soutiendra des changements en profondeur, sur les trois dimensions qui font de grandes villes.

Montréal ville créative

La forte créativité que l'on reconnaît au milieu montréalais repose sur la dualité culturelle qui baigne Montréal et nous y expose à un foisonnement d'idées amenées par la rencontre quotidienne des influences nord-américaines et européennes sur le territoire, une situation unique en Amérique du Nord.

Montréal est structurellement différent et par ce fait attirant pour ceux qui aiment la différence et ceux qui s'alimentent à la différence. Mais nous gérons mal cet avantage inné, et rien n'illustre plus notre incompétence à cet égard que le sous-financement de nos universités. Nous nous vantons sans cesse de compter cinq universités, mais nous avons un taux d'obtention de diplôme effectif dans notre population qui est très bas. Nous avons les droits de scolarité parmi les plus bas d'Amérique du Nord, mais nous oublions qu'il y a corrélation négative entre les droits de scolarité et le taux de participation universitaire.

Cette année, pour la première fois de tous les temps, il se dépensera plus à Toronto en R&D universitaire qu'à Montréal. En somme, sur cet avantage comparatif historique de Montréal sur le point de devenir chose du passé, tout ça parce que nos politiciens provinciaux, tous partis confondus, tergiversent lorsqu'il s'agit d'assurer un cadre financier adéquat à nos universités.

Montréal ville efficace

C'est sur cette dimension que la sous-performance de Montréal est la plus criante. Une ville mal organisée ne peut offrir à ses résidents et ses entreprises un cadre fonctionnel adéquat. En s'organisant mal, Montréal se met des contraintes de développement totalement inutiles. Deux malaises en particulier ont été soulignés par un grand nombre d'intervenants: la gouvernance politique régionale et le cadre fiscal. Les carences de la gouvernance se retrouvent à de multiples niveaux: la structure des arrondissements, les pouvoirs de la ville, les relations entre la ville centre et la banlieue, etc.

Par ailleurs, la dépendance de Montréal sur l'impôt foncier est unique parmi les grandes villes d'Amérique du Nord, car l'impôt foncier ne correspond pas à l'évolution des besoins des grandes villes. Au lieu de donner à Montréal un cadre fiscal adéquat, comme partout ailleurs en Amérique du Nord, le gouvernement du Québec préfère régler les impasses fiscales de Montréal à coup de crise et de transferts spéciaux. Ne blâmons pas les «Anglais» pour ce qui nous arrive! (...)

Ville ouverte

Il n'y a aucun avenir pour une grande ville avec une attitude de village gaulois. Une grande ville est en osmose avec le reste du monde, recevant et donnant. Montréal doit en finir avec ses anxiétés identitaires qui, plus que toutes autres choses, en ont précipité le déclin relatif depuis cinquante ans. Montréal est une ville francophone, foyer d'une culture dynamique en plein épanouissement. Elle est aussi dans les faits, une ville biculturelle, marquée par un bilinguisme généralisé, bien au-delà de ses élites. Montréal est capable de s'épanouir comme ville francophone tout en tirant profit de sa réalité biculturelle.

Notre économie ne se développera que si elle est résolument tournée vers l'extérieur, un monde où l'anglais est la lingua franca. Nous devons aussi améliorer les conditions d'accueil des immigrants, ne serait-ce pour combler l'écart avec Toronto, qui en accueille trois fois plus (avec moins de budget). Montréal offre beaucoup d'attraits pour l'étranger, mais il reste beaucoup à faire. Le chômage chez les nouveaux immigrants est deux fois plus élevé à Montréal qu'à Toronto.

Nous devons aussi continuer nos efforts pour mieux nous connecter physiquement avec nos voisins. Un TGV Montréal Ottawa Toronto peut s'avérer déterminant, nous rendant mutuellement beaucoup plus accessibles, faisant de ce corridor la cinquième conurbation urbaine d'Amérique du Nord en terme de population, selon Richard Florida.

Montréal, ville d'avenir

Montréal s'est enlisée depuis cinquante ans dans une certaine médiocrité en obéissant à des instincts défensifs et en se refermant autour de ses propres préoccupations. Aujourd'hui, ses problèmes sont profonds. Mais la volonté de changement est palpable.

* * *

Dans les semaines qui suivent, l'ASDEQ publiera une série de recommandations pour amorcer un débat public. Mais changer les choses ne sera pas facile. Le succès repose d'abord sur une confiance en soi, comme société francophone. Elle repose aussi sur des choix qui doivent être courageux et à Québec, d'une meilleure compréhension des défis de sa métropole. Elle exige enfin un véritable leadership, qui non seulement propose une vision mobilisatrice, mais qui sait trancher lorsqu'il faut trancher. Plus que toutes autres choses, nos carences historiques sur ces aspects expliquent la longue descente de Montréal vers le peloton de queue. Nous pouvons y remédier.

la complicité de Marcel Côté et Claude Séguin d'un congrès qui place la barre plus haute pour ses successeurs (record à ce jour pour ce qui est du contenu et de qualité des conférenciers, des commandites récoltées, du nombre de congressistes et de la couverture dans les médias).

En acceptant officiellement la présidence de l'ASDEQ au printemps 2008, M. Gignac s'était fixé plusieurs objectifs, notamment : doubler le nombre des membres dans un horizon assez rapproché ; et accroître la visibilité et notoriété de l'ASDEQ tout en laissant une organisation en bonne santé financière.

Afin d'accroître son « membership » (près de 800 actuellement), M. Gignac a mentionné que le conseil d'administration avait adopté deux mesures visant à atteindre cet objectif :

- 1 accorder le statut de membres pour un an, ou prolonger ce statut, à tous ceux qui ont été conférenciers dans le cadre du Congrès annuel ou de diverses activités régionales de l'Association ; et
- 2 accorder à ceux qui le désirent le statut de membre de l'ASDEQ pour un an, ou prolonger ce statut, à tous les étudiants qui doivent prochainement graduer d'un programme de baccalauréat ou de maîtrise en économie.

Pour aspirer à exercer une influence sur les leaders d'opinion et la société québécoise, M. Gignac avait recommandé la conduite de sondages trimestriels auprès des membres en s'associant avec la firme Léger Marketing et de rendre public les résultats du sondage. Cette mesure, qui fut entérinée par le conseil d'administration, a permis d'accroître la notoriété et la visibilité de l'Association. Trois sondages ont été réalisés au cours du mandat de M. Gignac. <http://www.asdeq.org/sondage/asdeq-leger-marketing.asp>

L'assemblée générale

L'Assemblée générale de l'Association a permis aux membres de constater que l'ASDEQ est devenue « une association de plus en plus forte, crédible et reconnue », et qui compte maintenant près de 800 membres.

Rapport du Président

En tant que Président pour l'année 2008-2009, **Clément Gignac** a rapporté que ce fut une autre excellente année pour l'ASDEQ. De nombreux nouveaux sommets ont été atteints sous sa présidence : visibilité accrue de l'ASDEQ ; sa contribution considérable aux activités nationales et régionales de l'Association ; réalisation avec

Étant donné que M. Gignac a dernièrement accepté l'invitation du Premier ministre Charest de se présenter en tant que candidat lors de la prochaine élection partielle dans le comté Marguerite-Bourgeoys, il a suspendu temporairement toutes ses activités en tant qu'administrateur, président sortant et président du comité de développement au sein de l'ASDEQ – cette suspension temporaire pourrait devenir automatique dépendant du résultat du vote le 22 juin prochain.

Rapport du Directeur général

Le rapport présenté par **Charles A. Carrier**, le septième et dernier en tant que Directeur général de l'ASDEQ, a surtout rappelé certains développements réalisés au cours de son mandat, et dont il était particulièrement fier :

1. l'accroissement de l'information (y compris les données à caractère historique) et la facilitation de l'accès à cette l'information sur le site web de l'Association ;
2. la mise sur pied du carrefour de l'emploi, qui répond à un besoin réel du milieu économique ;
3. le bottin des membres qui est disponible au site web ;
4. l'Éco qui a pris la forme d'un bulletin économique ;
5. la révision et finalisation des statuts de l'ASDEQ, notamment par la description des tâches ;
6. l'atteinte d'une bonne sécurité financière pour l'Association, tant au niveau national que régional, grâce à l'accroissement des commandites annuelles autour de 100 000\$ ainsi qu'à la bonification et la simplification des ristournes aux sections régionales;
7. et le Comité des politiques publiques (CPP) de l'ASDEQ, qui, en plus de donner des avis, est de plus en plus consulté (par ex. le Vérificateur du Québec, le Ministère Emploi et solidarité sociale, et récemment, DÉC).

Les participants étaient heureux d'apprendre que M. Carrier ne quitterait pas l'Association à la fin de septembre puisqu'il avait accepté le poste de Conseiller auprès de l'Association à partir du 1er octobre. En guise de reconnaissance pour sa contribution exceptionnelle, M. Carrier a reçu des membres présents à l'assemblée annuelle une ovation debout après son rappel des bons souvenirs qu'il a conservés après sept années à la direction générale de l'ASDEQ.

Présidence de l'ASDEQ

Comme le veut la tradition, la tenue des assises annuelles du Congrès marque également le changement à la présidence de l'ASDEQ (terme d'un an selon les statuts de l'ASDEQ). **Clément Gignac**, ex-conseiller principal au sous-ministre, Finances Canada, qui a réalisé un de ses objectifs professionnels en tant qu'économiste soit : celui de représenter officiellement cette belle profession à la tête de notre association, a souhaité la bienvenue et bonne chance à **Sylvie Dillard**, présidente de l'ASDEQ pour l'année 2009-2010. Madame Dillard est Directrice des projets spéciaux, Bureau du sous-ministre, Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

L'assemblée générale annuelle a également ratifié la recommandation de la section de l'Outaouais de nommer **Francois Delorme**, économiste en chef et directeur général, Industrie Canada, à titre de président national désigné de l'ASDEQ pour l'année 2010-11.

Conseil d'administration de l'ASDEQ - 2009-2010

La composition du conseil d'administration pour l'année 2009-2010 est la suivante :

Présidente :	Sylvie Dillard
Président sortant :	Clément Gignac
Président désigné :	François Delorme
Trésorière :	Lise Lefèbvre
Secrétaire :	Martin Comeau
Directeur général :	Charles A. Carrier (jusqu'à la fin de septembre)

Présidente, section de Montréal :	Audrey Azoulay
Président, section de Québec :	Martin Hébert
Président, section de l'Outaouais :	Sylvain Côté
Directeur, section de Montréal :	François Poitras
Directeur, section de Québec :	Bernard Barrucco
Directeur, section de l'Outaouais :	Denis Martel

Directeur général de l'ASDEQ

Lors de l'assemblée annuelle, **Charles A. Carrier**, directeur général, a confirmé son intention dévoilée en début d'année aux membres du conseil d'administration de prendre sa retraite après 7 années de loyaux services à la direction générale de l'asdeq - démission qui sera effective à la fin se septembre 2009. Nous tenons à remercier M. Carrier pour tout le travail accompli à la permanence de l'asdeq au cours de ces années. Du même coup, le conseil d'administration a mis sur pied un comité de sélection pour trouver un successeur comme directeur général d'ici la nouvelle saison 2009-10.

Président du comité des politiques Publiques (cpp) de l'asdeq

Après avoir présidé le cpp depuis plus de 5 ans, **Jean-Pierre Aubry** a annoncé son intention de « passer le flambeau » à la présidence de cet important comité de réflexions. Sa démission a été acceptée avec regret puisqu'il a fortement contribué à la notoriété et au rayonnement de l'asdeq tout au long de son mandat à la tête du cpp. Merci Jean-Pierre pour le dévouement et le travail colossal accompli. Pour lui succéder, le conseil d'administration de l'asdeq a désigné **Jean-Michel Cousineau**, professeur titulaire, *école de relations industrielles, université de montréal*. M. Cousineau est lui-même un membre actuel et ex-président du CPP.

Manifeste pour une social-démocratie concurrentielle

Marcel Boyer, *Fellow* au CIRANO, a publié au mois de mai un « *Manifeste pour une social-démocratie concurrentielle* » http://www2.cirano.qc.ca/~boyerm/20090414_MBOYER_Manifeste_fr.pdf Cet ouvrage expose le modèle social-démocrate démêlant les nombreux conflits entre fins et objectifs, d'un côté, et moyens et modalités, de l'autre. M. Boyer affirme qu'avec la mondialisation des marchés, il est capital de revitaliser la social-démocratie en redéfinissant les rôles des secteurs gouvernemental et concurrentiel. Il énonce que « *si les États sociaux-démocrates veulent maintenir leurs services sociaux, ils devront opter pour une social-démocratie concurrentielle (SDC) axée sur l'efficacité* », et il conclut que « *le passage d'une social-démocratie traditionnelle à une social-démocratie concurrentielle sera combattu par de nombreux groupes d'intérêt qui en sont venus à confondre leurs intérêts avec ceux de la société; il exigera d'importants efforts de persuasion et un grand courage politique* ».

La social-démocratie traditionnelle, qui est présentement dominante dans les économies développées, restreint les occasions de croissance et incite à l'inefficacité. Le blocage des réformes est alimenté par des groupes d'intérêts corporatistes et protégés qui préservent les droits acquis en défendant des « *vaches sacrées* » au détriment des intérêts citoyens.

L'objectif fondamental de la SDC est de créer des processus économiques concurrentiels et transparents dans la fourniture des services sociaux. Avec la SDC, le gouvernement veille à établir les besoins des citoyens en biens et services publics et accomplit les arbitrages requis; il gère les contrats et les partenariats pour leur production et leur distribution par le secteur concurrentiel au meilleur coût possible et dans le meilleur intérêt des citoyens. Le secteur concurrentiel (entreprises privées, coopératives, communautaires, organismes sans but lucratif, etc.)

produit ces biens et services sociaux, sous contrat avec le secteur gouvernemental, en utilisant les meilleures ressources humaines et matérielles possibles et en étant motivé par la recherche d'une efficacité maximale. La SDC donne aux citoyens le droit à la contestation économique pour remplacer, par des processus d'appels d'offres appropriés, les producteurs et distributeurs actuels de ces biens et services publics. Pour réduire les coûts et favoriser l'innovation, les contrats de fourniture de biens et services sociaux doivent être accompagnés de mécanismes rigoureux de responsabilisation, d'incitation à la performance et de bonne gouvernance.

Le manifeste est en soi un manuel d'éducation économique qui propose plusieurs réformes des politiques publiques dans les domaines clés suivants : santé ; éducation ; employabilité ; services municipaux ; sous-traitance ; délocalisation ; innovation ; infrastructures ; et environnement.

3ième sondage ASDEQ - Léger Marketing

Les résultats du troisième sondage *ASDEQ-Léger Marketing*, réalisé par l'Internet du 19 au 26 mai 2009, dévoilent qu'une grande majorité des membres de l'Association, soit 71 %, considèrent que la situation économique du Québec devrait se maintenir, voire même s'améliorer au cours des prochains six mois, et que, par contre, la majorité (59%) des économistes croient que l'économie mondiale nous réserve encore de mauvaises surprises et que la relative embellie des marchés mondiaux au cours du dernier trimestre n'est qu'un soubresaut <http://www.asdeq.org/pdf/accueil/Communique-ASDEQ-Leger-juin2009.pdf> Les résultats tranchent avec ceux du dernier trimestre, alors que 82% des économistes prévoient que la situation allait se détériorer au cours des six prochains mois. Selon **Jean-Pierre Aubry**, membre

du Comité des politiques publiques (CPP) de l'ASDEQ, ces résultats confirment l'impression que l'économie prend du mieux, mais qu'il est encore beaucoup trop tôt pour parler de reprise économique au niveau mondial. Il a poursuivi en disant que « les marchés mondiaux sont toujours hautement incertains, et nos membres s'attendent à voir d'autres mauvaises nouvelles frapper l'économie, par exemple dans le secteur financier ».

Invités à commenter d'autres sujets liés à l'actualité, 80% des économistes sont favorables à des mesures visant à améliorer l'accessibilité à l'assurance emploi, mais la vaste majorité (58%) croit que ces mesures devraient être temporaires. « Les économistes reconnaissent que l'assurance-emploi est un bon outil pour lutter contre la crise et venir en aide aux travailleurs affectés, mais qu'il est important de resserrer l'accès en période de prospérité afin de limiter les abus, comme cela s'est vu dans le passé », a souligné Jean-Pierre Aubry.

Quant à GM et Chrysler, plus de la moitié des économistes estiment que les mesures prises par les gouvernements pour aider les deux grands fabricants d'automobiles seront inefficaces (58% dans le cas de GM et 53% pour Chrysler). Les membres de l'Association entretiennent peu d'espoir pour les géants de l'automobile GM et Chrysler, malgré les mesures d'aide prises par les gouvernements du Canada et des États-Unis. « Selon nos sondages, une très forte majorité de Canadiens s'opposent à ce que les gouvernements accordent une aide trop importante au secteur automobile, tout simplement parce qu'ils ont perdu confiance en la capacité de ces entreprises à s'adapter aux réalités économiques d'aujourd'hui. Les économistes viennent accréditer cette opinion largement partagée dans la population », a commenté **Jean-Marc Léger**, économiste et président de Léger Marketing.

Relativement au potentiel commercial des partenariats public-privé (PPP), les économistes affichent un fort scepticisme, avec seulement 32 % des membres qui voient d'un bon oeil le choix du PPP pour la réalisation des grands projets d'hôpitaux universitaires comme ceux de l'Université de Montréal (CHUM), de Sainte-Justine (CHUSJ) et de McGill (CUSM). « Plusieurs économistes

ont mentionné que le gouvernement devrait acquérir davantage d'expertise en gestion des PPP avant de se lancer dans des projets aussi complexes qu'un centre hospitalier universitaire », a ajouté Jean-Pierre Aubry. Dans un sens plus large, « s'ils sont partagés quant au principe même du PPP, la majorité des économistes (58 %) en rejettent le principal argument, à savoir que les PPP permettent une réduction des risques liés au projet ». Selon les économistes interrogés, les projets les plus favorables à la gestion en mode PPP seraient la construction d'une grande salle de concert (60%) ou la construction de routes, ponts, viaducs, etc. (58%). En comparaison, 50% croient que des projets de construction d'écoles ou d'équipements communautaires et sportifs conviennent aux PPP, et seulement 41% pensent de même pour les grands centres hospitaliers universitaires.

La série de sondages, que l'ASDEQ et Léger Marketing ont entrepris de réaliser à chaque trimestre, visent à présenter le point de vue des économistes québécois sur la situation économique du Québec ainsi que sur différentes questions liées à l'actualité économique.

Équipe de rédaction
Directeur du bulletin:
Gilles René
Collaborateur:
Charles A. Carrier
Conception et design:
François-Akio Côté
www.asdeq.org